



# Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ.

## QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY.

PROVINCE DE QUEBEC

QUEBEC, SAMEDI, 24 DECEMBRE 1904.

### AVIS DU GOUVERNEMENT.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent. 3819

BUREAU DU GREFFIER DE LA COURONNE EN  
CHANCELLERIE.

Québec, 22 décembre 1904.

Le vingt-cinquième jour de novembre mil neuf cent quatre, ont été élus députés à l'Assemblée Législative de la province de Québec, pour les districts électoraux suivants :

Iberville : François Gosselin, fils, cultivateur et commerçant, de la paroisse de Saint-Alexandre, comté d'Iberville.

Ottawa : Ferdinand A. Gendron, de la cité de Hull.

L. G. DESJARDINS,  
4117 Greffier de la Couronne en Chancellerie.

### Nominations

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du deux décembre 1904, de nommer M. Henri Ste-Marie, notaire et député-greffier de la cour de circuit du comté de Rouville, de Marieville, greffier de la dite cour, à Marieville. 4051

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY 24th DECEMBER, 1904.

### GOVERNMENT NOTICES

Notices, documents or advertisements received after noon on Thursday of each week, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but in the next number. 3820

OFFICE OF THE CLERK OF THE CROWN IN  
CHANCERY.

Quebec, 22nd December, 1904.

On the twenty-fifth day of November, one thousand nine hundred and four, were elected members at the Legislative Assembly of the province of Quebec, for the following electoral districts :

Iberville : François Gosselin, jnr., farmer and trader, of the parish of Saint-Alexandre, county of Iberville.

Ottawa : Ferdinand A. Gendron, of the city of Hull.

L. G. DESJARDINS,  
4118 Clerk of the Crown in Chancery.

### Appointments

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the second of December, 1904, to appoint Mr. Henri Ste-Marie, notary and deputy clerk of the circuit court of the county of Rouville, of Marieville, clerk of the said court, at Marieville. 4052

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par arrêté en conseil, en date du septième jour d'octobre 1904, de nommer Thomas Skewes Cox, de 8, Lancaster Place, Strand, Londres, W. C., dans cette partie du Royaume-Uni de la Grande Bretagne et d'Irlande, appelée Angleterre, écuyer, solliciteur de la cour suprême de judicature, commissaire pour recevoir des affidavits sous l'autorité de l'article vingt-sept du code de procédure civile de la province de Québec. 4049

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, de révoquer la commission pour la décision sommaire des petites causes, en date du dixième jour de juin mil huit cent quatre-vingt-dix-neuf, pour le canton Clarendon, dans le comté de Pontiac, et de nommer, par commission, en date du dix-neuvième jour de décembre 1904, MM. John Dale, jr, gentilhomme, Humphrey Lang, gentilhomme, Joseph James Turner, fabricant de harnais, William James Eades, meunier, de Shawville, commissaires de la dite cour.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, de révoquer la commission pour la décision sommaire des petites causes, en date du vingt-septième jour de décembre 1900, pour la paroisse de Saint-Gabriel de Brandon, comté de Berthier, et de nommer, par commission, en date du dix-neuf décembre 1904, MM. Louis Jacques, gentilhomme, Edmond Marion, cultivateur, Joseph Adolphe Provost, marchand, Joseph Lambert, marchand, Joseph Joly, forgeron, Paul Farley, sellier, Emmanuel Beauchamp, propriétaire de scieries, de Saint-Gabriel de Brandon, commissaires de la dite cour. 4061

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par commission, en date du vingt-deuxième jour de décembre 1904, d'établir une cour pour la décision sommaire des petites causes, dans la paroisse de Saint-Urbain, dans le comté de Charlevoix, et de nommer MM. Théophile Gauthier, Achille Ménard et Samuel Ouellet, propriétaires, et Joseph Arthur Pelletier, médecin, de la paroisse de Saint-Urbain, dans le comté de Charlevoix, commissaires de la dite cour. 4079

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the seventh of October, 1904, to appoint Thomas Skewes Cox, of 8, Lancaster Place, Strand, London, W. C., in that part of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, called England, esquire, solicitor of the supreme court of judicature, a commissioner to receive affidavits under the authority of article twenty seven of the code of civil procedure of the province of Quebec. 4050

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, to revoke the commission for the summary trial of small causes, dated the tenth day of June, one thousand eight hundred and ninety nine, for the township of Clarendon, in the county of Pontiac, and by commission, dated the nineteenth day of December, 1904, to appoint Messrs. John Dale, jr, gentleman, Humphrey Lang, gentleman, Joseph James Turner, harness maker, William James Eades, miller, of Shawville, commissioners of the said court.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, to revoke the commission for the summary trial of small causes, dated the twenty sixth day of December, 1900, for the parish of Saint Gabriel de Brandon, county of Berthier, and by commission, dated the nineteenth day of December, 1904, to appoint Messrs. Louis Jacques, gentleman, Edmond Marion, farmer, Joseph Adolphe Prévost, merchant, Joseph Lambert, merchant, Joseph Joly, blacksmith, Paul Farley, saddler, Emmanuel Beauchamp, saw mill owner, of Saint Gabriel de Brandon, commissioners of the said court. 4062

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased, by commission, dated the twentieth day of December, 1904, to establish a commissioners court for the summary trial of small causes in the parish of Saint Urbain, in the county of Charlevoix, and to appoint Messrs. Théophile Gauthier, Achille Menard and Samuel Ouellet, proprietors, and Joseph Arthur Pelletier, physician, of the parish of Saint Urbain, in the county of Charlevoix, commissioners of the said court. 4080

### Proclamations

Canada, }  
Province de } L. A. JETTÉ.  
Québec. }  
[L. S.]

EDOUARD VII, par la grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux à qui ces présentes parviendront ou auxquelles pourront concerner.—SALUT.

### PROCLAMATION.

L. J. CANNON, } ATTENDU que  
Assistant Procureur-Général. } par Nos lettres  
patentes et commission de la paix, pour le district de Saguenay, sous le grand Sceau de Notre province de Québec, en date du vingtième jour d'avril mil huit cent quatre-vingt-douze, Nous avons nommé M. J. A. Piuze, de la Baie de Mille Vaches, dans le comté de Saguenay, dans Notre province de Québec, et autres personnes y nommées, Nos juges de paix, pour le district de Saguenay, ainsi qu'il appert plus amplement des dites lettres patentes ou commission de la paix ;

ET ATTENDU que pour les raisons y exprimées, Nous avons jugé à propos d'accorder les conclusions d'une requête demandant la révocation de

### Proclamations

Canada, }  
Province of } L. A. JETTÉ.  
Quebec. }  
[L. S.]

EDWARD THE SEVENTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING :

### PROCLAMATION.

L. J. CANNON, } WHEREAS by Our  
Assistant Attorney General. } letters patent  
and commission of the peace for the district of Saguenay, under the great Seal of Our province of Quebec, dated the twentieth day of April, one thousand eight hundred and ninety two, We have appointed Mr. J. A. Piuze, of Baie des Mille Vaches, in the county of Saguenay, in Our province of Quebec, and other persons therein named, Our justices of the peace, for the district of Saguenay, as appears more fully from the said letters patent and commission of the peace ;

AND WHEREAS for the reasons therein set forth, We have deemed proper to grant the conclusions of a petition praying for the revocation of Our com-

Notre commission de la paix, à l'égard du dit J. A. Piuze ;

A CES CAUSES, il nous plaît de mettre fin à Notre bon plaisir exprimé dans Nos dites lettres patentes et commission à l'égard du dit J. A. Piuze ;

Et par les présentes, Nous révoquons et annulons Nos dites lettres patentes et commission de la paix ; et toutes les stipulations, clauses, matières et choses y contenues, en autant qu'ils se rapportent au dit J. A. Piuze, et lui confèrent le pouvoir et l'autorité d'agir comme juge pour la conservation de paix dans le dit district de Saguenay, sont par les présentes, nulles et de nul effet, à toutes fins et intentions quelconques, nonobstant toute disposition à ce contraire dans les dites lettres patentes.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes pourront concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre Province de Québec : TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'honorable SIR LOUIS A. JETTE, Chevalier, Commandeur de Notre Ordre Très distingué de Saint-Michel et Saint-George, Lieutenant-Gouverneur de Notre Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce SEIZIEME jour de DECEMBRE, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent quatre, et dans la quatrième année de Notre Règne.

Par ordre,

AMD. ROBITAILLE,  
Secrétaire de la province.

4043

Canada,  
Province de }  
Québec. }  
[L. S.]

L. A. JETTÉ.

EDOUARD VII, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux à qui ces présentes parviendront ou qu'icelles pourront concerner, — SALUT.

PROCLAMATION.

SACHEZ QUE, désirant et ayant résolu, aussitôt que faire se pourra, de rencontrer Notre peuple de Notre Province de Québec, et d'avoir son avis en Parlement, Nous, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de Notre dite Province de Québec, convoquons par ces présentes l'Assemblée Législative de Notre dite Province, et la sommons de se réunir en Notre Cité de Québec, en Notre dite Province, MARDI, le DIXIEME jour de JANVIER prochain, pour lors et alors conférer et traiter avec les grands hommes et le Conseil Législatif de Notre dite Province.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre Province : TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'honorable Sir LOUIS A. JETTE, Chevalier, Commandeur de Notre Ordre Très distingué de Saint-Michel et Saint-George, Lieutenant-Gouverneur de Notre Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce QUATRIEME jour de NOVEMBRE, dans l'année de Notre-

mission of the peace with regard to the said J. A. Piuze ;

NOW KNOW YE, 'hat we have been pleased to put an end to our good pleasure expressed in the said letters patent and commission, with regard to the said J. A. Piuze ;

And We do hereby revoke and annul Our said letters patent and commission of the peace ; and all the stipulations, clauses, matters and things therein contained, in so far as they relate to the said J. A. Piuze, and conferring on him the power and authority to act as justice of the peace for the preservation of the peace in the said district of Saguenay, are hereby null and void, for all ends and purposes whatsoever, notwithstanding any disposition contrary thereto in the said letters patent.

Of all which Our loving subjects and all others, whom these present may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our said Province of Quebec, to be hereunto affixed : WITNESS, Our Right Trusty and Well-Beloved the Honorable SIR LOUIS A. JETTE, Knight, Commander of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant Governor of Our said Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, this SIXTEENTH day of DECEMBER, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and four, and in the fourth year of Our Reign.

By command,

AMD. ROBITAILLE,  
Provincial secretary.

4044

Canada,  
Province of }  
Quebec. }  
[L. S.]

L. A. JETTÉ.]

EDWARD THE SEVENTH by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith,, Emperor of India.

To all, to whom these presents shall come or whom the same may concern, — GREETING :

PROCLAMATION.

KNOW YE, We, being desirous and resolved, as soon as may be, to meet Our People of Our Province of Quebec, and to have their advice in Parliament, do hereby, by and with the advice of Our Executive Council of Our said Province of Quebec, summon and call together the Legislative Assembly of Our said Province, to meet at Our City of Quebec, in Our said Province, on TUESDAY, the TENTH day of JANUARY next, then and there to have conference and treaty with the great men and Legislative Council of Our said Province.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the great Seal of Our Province of Quebec to be hereunto affixed WITNESS, Our Right Trusty and Well-Beloved the Honorable SIR LOUIS A. JETTE, Knight, Commander of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint Georges, Lieutenant Governor of Our Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province this FOURTH day of NOVEMBER, in the year of Our Lord, one thousand nine

Seigneur mil neuf cent quatre, et de Notre Règne la quatrième.

Par ordre,

L. G. DESJARDINS,  
Greffier de la Couronne en Chancellerie,  
Québec.

3133

hundred and four, and in the fourth year of Our Reign.

By command,

L. G. DESJARDINS,  
Clerk of the Crown in Chancery  
Quebec.

3134

### Avis du Gouvernement

Avis public est par le présent donné que, en vertu de la "loi corporative des compagnies à fonds social," des lettres patentes ont été émises sous le grand Sceau de la province de Québec, en date du douze décembre 1904, incorporant MM. Urgel Pauzé, entrepreneur, Frank Pauzé, entrepreneur, Edouard Pauzé, menuisier, et Joseph Arthur Beaudoin, menuisier, tous quatre de la cité de Montréal, et Wilfrid H. Pauzé, teneur de livres, de la cité de Saint-Henri, pour les fins suivantes, savoir : d'acquiescer tout l'actif, d'assumer tout le passif et de continuer toutes les opérations de la société M. Pauzé & Fils.

De faire affaires comme entrepreneur général et constructeurs, de même que comme fabricants et marchands de cadres, portes et de toutes sortes d'ouvrage en bois et matériaux de construction ; d'exploiter des scieries, machines à planer, sècheirs et autres machines et exploitations en rapport avec l'industrie d'entrepreneur général et constructeur ; de fabriquer et vendre du bois de sciage, du bois de construction, du bois de chauffage, des caisses, et faire toutes autres affaires du même genre que celles précitées ou s'y rapportant ;

D'acquiescer, louer, exploiter des limites à bois, immeubles, pouvoirs hydrauliques, et en disposer et tirer profit de toutes manières ;

Obtenir et produire de l'électricité et en tirer profit de toutes manières, sous le nom de "La Compagnie M. Pauzé & Fils," avec un fonds social de quatre-vingt-quinze mille piastres (\$95,000.00), divisé en neuf cent cinquante (950) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Daté au bureau du secrétaire de la province de Québec, ce douzième jour de décembre 1904.

AMD. ROBITAILLE,  
Secrétaire de la province.

4045

Avis public est par le présent donné que, en vertu de la "loi corporative des compagnies à fonds social", des lettres patentes ont été émises sous le grand Sceau de la province de Québec, en date du dixième jour de décembre 1904, incorporant MM. Edmond Guy, cultivateur, et Pierre Zotique Guy, secrétaire municipal, de la paroisse de la Longue Pointe, Raoul Lacroix, architecte, Pierre Piché, ingénieur civil et Edouard J. Chapleau, comptable, ces derniers de la cité de Montréal, pour les fins suivantes, savoir : d'acheter et vendre des biens-meubles et immeubles, d'agir comme courtiers pour l'achat ou la vente de tels biens, de faire toutes constructions sur les dits immeubles, ou d'entreprendre telles constructions pour d'autres, d'améliorer, administrer ou autrement exploiter tous biens meubles ou immeubles, suivant leur nature, construire et exploiter tous aqueducs, égouts, système d'éclairage, trottoirs et autres travaux, manufacturer tous produits du sol et en faire le commerce, acquiescer par voie d'achat ou autrement titre légal les affaires de toutes compagnies ou personnes conformément à tous arrangements qui pourront être conclus à cet effet, souscrire ou acquiescer des actions dans le capital de toute autre compagnie ou s'y intéresser autrement, et généralement faire tout ce qui leur sera nécessaire ou utile pour les fins ci-dessus en outre des pouvoirs généraux accordés par la loi aux compagnies à fonds social, sous le nom de "La Compagnie Foncière Subur-

### Government Notice

Public notice is hereby given that, under the "Joint Stock Companies Incorporation Act", letters patent have been issued under the great Seal of the province of Quebec, bearing date the twelfth day of December, 1904, incorporating Messrs. Urgel Pauzé, contractor, Frank Pauzé, contractor, Edouard Pauzé, joiner, and Joseph Arthur Beaudoin, joiner, all four of the city of Montreal, and Wilfrid H. Pauzé, book keeper, of the city of Saint Henri, for the following purposes, namely : to purchase the assets and assume the debts and to continue the business of the firm of M. Pauzé & Fils ;

To carry on business as general contractors and builders, as also as makers of and dealers in frames, doors and any other kind of wood work and building materials ; to operate saw mills, planing machines, dryers and other machines, and operations connected with the business of general contractor and builder ; to fabricate and sell sawn lumber and wood for building or fuel, cases, and to do any other thing of the same kind as those above mentioned or relating thereto ;

To acquire, lease and work timber limits, real estate, hydraulic powers, and to dispose of the same and turn it to profit in any way ;

To obtain and produce electricity and to derive profit from it in any way, by the name of "La Compagnie M. Pauzé & Fils," with a capital stock of ninety five thousand dollars (\$95,000.00), divided into nine hundred and fifty (950) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

Dated at the office of the secretary of the province of Quebec, this twelfth day of December, 1904.

AMD. ROBITAILLE,  
Provincial Secretary.

4046

Public notice is hereby given that, under the "Joint Stock Companies Incorporation Act", letters patent have been issued under the great Seal of the province of Quebec, bearing date the tenth day of December, 1904, incorporating Messrs. Edmond Guy, farmer, and Pierre Zotique Guy, secretary, of the parish of Longue Pointe, Raoul Lacroix, architect, Pierre Piché, civil engineer, and Edouard J. Chapleau, accountant, these latter of the city of Montreal, for the following purposes, namely : to buy and sell movables and real estate, to act as brokers for the purchase or sale of such property, to make any buildings on the said real estate or to undertake any such buildings for others, to administer or utilize otherwise all movable property or real estate, according to their kind, to build and operate water-works, drains, systems for light, side-walks and other works, to manufacture any products of the soil or trade therein, to acquire by way of purchase or other legal title the business of any company or individual, according to arrangement to be made for such purpose, to subscribe for or acquire shares in the capital of any company or become interested therein otherwise, and generally to do anything that may be necessary or useful to them for the above purposes, in addition to the general powers granted by law to joint stock companies, by the name of "La Compagnie Foncière Suburbaine de Montréal", with a capital stock of ten thousand

baine de Montréal", avec un fonds social de dix mille piastres (\$10,000), divisé en cent (100) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Daté au bureau du secrétaire de la province de Québec, ce treizième jour de décembre 1904.

AMD. ROBITAILLE,  
Secrétaire de la province.

4047

Avis public est par le présent donné que, en vertu de "la loi corporative des compagnies à fonds social," des lettres patentes ont été émises sous le grand Sceau de la province de Québec, en date du dix-neuvième jour de décembre 1904, incorporant MM. Thomas Dufresne, manufacturier, de Maisonneuve, Ralph Locke, manufacturier, de Westmount, Alfred Lambert, manufacturier, de Maisonneuve, Onésime Vinet, marchand, de Montréal, et Frédéric Michaud, manufacturier, de Maisonneuve, pour les fins suivantes, savoir : la fabrication et le commerce des cuirs et de la chaussure et l'acquisition et la vente de machineries s'y rapportant, sous le nom de "The Royal Shoe Co.", avec un fonds social de quarante mille piastres (\$40,000.00) divisé en quatre cents (400) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Daté au bureau du secrétaire de la province de Québec, ce vingtième jour de décembre 1904.

AMD. ROBITAILLE,  
Secrétaire de la province.

4059

Québec, 9 décembre 1904.

Avis est par le présent donné qu'une requête a été présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, par Joseph Wilfrid Lavoie, notaire public, demeurant et pratiquant en la paroisse de Saint-Martin, comté de Laval, district de Montréal, par laquelle il demande le transfert, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de feu U. B. Desrochers et Léon Sauriol, en leur vivant notaires publics, pratiquant en la paroisse de Saint-Martin, comté et district susdit.

AMD. ROBITAILLE,  
Secrétaire de la province.

3923.2

No. 2579.04.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

*Demande de reunion de deux municipalités scolaires.*

Demande est faite d'annexer la municipalité scolaire de Port Many, comté de Laval, avec les limites qui lui sont assignées par l'ordre en conseil No 414, du 25 juin 1901, à la municipalité scolaire de "Saint-François de Sales," dans le même comté, pour les fins scolaires.

Cette annexion, si elle est autorisée, ne devant prendre effet que le 1er juillet prochain, 1905.

4017.2

No 2431.04

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

*Demande d'érection d'une nouvelle municipalité scolaire.*

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Sainte Geneviève No 3, comté de Jacques-Cartier, le No un et les numéros suivants du cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Geneviève, jusqu'au No 39 inclusivement, et de les ériger en municipalité scolaire distincte, sous le nom de "Sainte-Geneviève No 6."

Cette érection, si elle est autorisée, ne devant prendre effet que le 1er juillet prochain, 1905.

4019.2

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Québec, 22 novembre 1904.

Avis public est par le présent donné que l'examen des candidats à la charge d'inspecteurs d'écoles pro-

dollars (\$10,000), divided into one hundred (100) shares of one hundred dollars (\$100) each.

Dated at the office of the secretary of the province of Quebec, this thirteenth day of December, 1904.

AMD. ROBITAILLE,  
Provincial Secretary.

4048

Public notice is hereby given that, under the "Joint Stock Companies Incorporation Act", letters patent have been issued under the great Seal of the province of Quebec, bearing date the nineteenth day of December, 1904, incorporating Thomas Dufresne, manufacturer, of Maisonneuve, Ralph Locke, manufacturer, of Westmount, Alfred Lambert, manufacturer, of Maisonneuve, Onésime Vinet, merchant, of Montréal, and Frédéric Michaud, manufacturer, of Maisonneuve, for the following purposes, to wit : the preparation and sale of leather and boots and the purchase and sale of machinery connected therewith, by the name of "The Royal Shoe Company", with a capital stock of forty thousand dollars (\$40,000.00), divided into four hundred (400) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

Dated at the office of the secretary of the province of Quebec, this twentieth day of December, 1904.

AMD. ROBITAILLE,  
Provincial Secretary.

4060

Quebec, 9th December, 1904.

Notice is hereby given that a petition has been presented to His Honor the Lieutenant Governor of the province of Quebec, by Joseph Wilfrid Lavoie, notary public, residing and practising in the parish of Saint Martin, county of Laval, district of Montreal, by which he prays for the transfer, in his favor, of the minutes, repertory and index of the late U. B. Desrochers and Leon Sauriol, in their lifetime notaries public, practising in the parish of Saint-Martin, county and district aforesaid.

AMD. ROBITAILLE,  
Provincial secretary.

3924

No 2579.04.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION

*Application to unite school municipalities.*

Application is made to annex the school municipality of Port Many, county of Laval, with the limits which are assigned to it, by order in council No. 414, of the 25th of June, 1901, to the school municipality of "Saint-François de Sales", in the same county, for school purposes.

This annexation, if it is authorized, is to take effect only on the 1st of July next, 1905.

4018

No. 2431.04.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

*Application to erect a new school municipality.*

Application is made to detach from the school municipality of Saint Geneviève No 3, county of Jacques Cartier, No. one and the following numbers of the official cadastre of the parish of Saint Geneviève to No. 39 inclusively, and to erect them into a distinct school municipality, by the name of "Saint Geneviève No. 6."

This erection, if it is authorized, to take effect only on the 1st of July next, 1905.

4020

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Quebec, 22nd November, 1904.

Public notice is hereby given that an examination of candidates for the office of inspector of protes-

testantes, aura lieu au Département de l'Instruction publique, Québec, vendredi, le 30 décembre prochain, à 10 heures du matin.

Les candidats sont requis d'envoyer leurs requêtes et certificats, accompagnés d'une somme de six piastres, au secrétaire du comité protestant du conseil de l'Instruction publique, Québec.

BOUCHER DE LABRUIERE,  
3653.5 Surintendant.

No. 685.04

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

*Demande de rectification des limites de la municipalité scolaire de Sainte-Rose-du-Déjéle, Témiscouata.*

Demande est faite d'amender l'arrêté en conseil du 27 août 1873, définissant les limites de la municipalité scolaire de Sainte-Rose-du-Déjéle, comté de Témiscouata, tel qu'inséré dans le numéro de la "Gazette Officielle de Québec", du 13 septembre 1873, en substituant les mots qui suivent au paragraphe deuxième :

"2. Cette partie de la seigneurie de Madawaska située à l'est du lac Témiscouata et de la rivière Madawaska, tenant à l'ouest au dit lac et à la dite rivière à l'est aux Terres de la Couronne, et au nord à une ligne parallèle à celle qui divise la paroisse Notre-Dame-du-Lac, et au sud à la province du Nouveau Brunswick."

Cette délimitation, si elle est autorisée, ne devant prendre effet que le 1er juillet prochain, 1905.

4021.3

PARLEMENT DU CANADA.

EXTRAITS DES RÈGLES DU SENAT ET DE LA CHAMBRE DES COMMUNES, RELATIVES AUX BILLS PRIVÉS.

RÈGLES RELATIVES AUX AVIS DE BILLS PRIVÉS.

Toutes demandes, quelles qu'elles soient, adressées au Parlement pour bills privés, devront être précédées d'un avis dans la *Gazette du Canada* le dit avis devra énoncer clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, et devra être signé par ou au nom des postulants avec les adresses des signataires ; et lorsque la demande aura pour objet un acte constitutif, le nom de la compagnie projetée devra être donné dans l'avis. Et si les travaux de quelque compagnie (constituée ou à être constituée légalement) doivent être déclarés comme étant d'utilité générale, cette intention sera spécifiquement mentionnée dans l'avis ; et les postulants feront adresser une copie du dit avis, par lettre chargée, au greffier de chaque municipalité qui pourra être affectée spécialement par la construction ou l'exploitation des dits travaux, et aussi au secrétaire de la province dans laquelle les dits travaux sont ou pourront être situés ; et une déclaration statutaire devra constater que cette formalité a été remplie par les postulants.

Outre l'avis à publier dans la *Gazette du Canada* susdite, un avis semblable devra aussi être publié dans *quelque journal important*, comme suit :—

A. Lorsque la demande sera faite par un acte constituant en corporation,—

1. *Une compagnie de chemin de fer ou de canal* :— Dans la principale cité, ville ou village dans chaque comté où devront être construits le chemin de fer ou le canal projetés.

2. *Une compagnie de télégraphe ou de téléphone* :— Dans la principale cité ou ville dans chaque province ou territoire où la compagnie se propose de faire des opérations

3. *Une compagnie pour la construction de travaux quelconques de nature à affecter une localité particulière* par suite de leur construction ou exploitation ; ou pour obtenir quelques droits ou privilèges exclusifs ; ou pour faire quelques opérations pouvant affecter les droits ou la propriété de particuliers :— Dans la localité ou les localités qui pourraient être affectées par la législation projetée.

tant schools will be held at the Department of Public Instruction, Quebec, at 10 A. M., on Friday, 30th December next.

Candidates are requested to send their applications and certificates accompanied with a deposit of six dollars to the secretary of the protestant committee of the Council of Public Instruction, Quebec.

BOUCHER DE LA BRUIERE,  
3654 Superintendent.

No. 685.04.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

*Application to adjust boundaries of the school municipality of Sainte-Rose du Déjéle, Témiscouata.*

Application is made to amend the order in council of the 27th of August, 1873, defining the limits of the school municipality of Sainte-Rose du Déjéle, county of Témiscouata, such as inserted in the "Official Gazette" of the 13th September, 1873, by substituting the following words for the second paragraph.

"2. That part of the seigniorie of Madawaska situate to the east of lake Témiscouata and river Madawaska, bounded on the west by the said lake and by the said river, on the east by the Crown lands, and on the north by a line parallel to the one dividing the parish of Notre-Dame du Lac, and on the south by the province of New Brunswick."

This binding, if it is authorized, to take effect only on the 1st of July next, 1905.

4022

PARLIAMENT OF CANADA.

EXTRACTS FROM RULES OF THE SENATE AND HOUSE OF COMMONS, RELATING TO PRIVATE BILLS.

RULES RELATIVE TO NOTICES FOR PRIVATE BILLS.

All applications to Parliament for Private Bills, of any nature whatsoever, shall be advertised by a Notice published in the *Canada Gazette*; such Notice shall clearly and distinctly state the nature and objects of the application, and shall be signed by or on behalf of the applicants, with the address of the party signing the same ; and when the application is for an Act of incorporation, the name of the proposed company shall be stated in the Notice. And if the works of any company (incorporated, or to be incorporated) are to be declared to be for the general advantage of Canada, such intention shall be specifically mentioned in the Notice ; and the applicants shall cause a copy of such Notice to be sent by registered letter to the clerk of each municipality which may be specially affected by the construction or operation of such works, and also to the Secretary of the Province in which such works are, or may be located ; and proof of compliance with this requirement by the applicants shall be established by statutory declaration.

In addition to the Notice in the *Canada Gazette* aforesaid, a similar Notice shall also be published in *some leading newspaper*, as follows :—

A. When the application is for an Act to incorporate :—

1. *A Railway or Canal Company* :—In the principal city, town or village in each county through which the proposed railway or canal is to be constructed.

2. *A Telegraph or Telephone Company* :—In the principal city or town in each Province or Territory in which the company proposes to operate.

3. *A company for the construction of any works which in their construction or operation might specially affect a particular locality ; or for obtaining any exclusive rights or privileges ; or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of others* :—In the particular locality or localities which may be affected by the proposed Act.

4° Une compagnie de banque; une compagnie d'assurance; une compagnie de fidéicomis; une compagnie de prêt; ou une compagnie industrielle, sans pouvoirs exclusifs quelconques:—Dans la *Gazette du Canada* seulement.

B. Lorsque la demande sera aux fins d'amender un acte existant :

1° Pour le prolongement de quelque ligne de chemin de fer ou de quelque canal, ou pour la construction d'embranchement des dits chemins de fer ou canal:—Dans la principale cité, ville ou village dans chaque district ou comté dans lesquels devront être construits les dits prolongement ou embranchement.

2° Pour la prolongation du délai fixé pour la construction ou l'achèvement de quelque ligne de chemin de fer, ou de quelque canal, ou de quelque ligne de télégraphe ou de téléphone, ou de tous autres travaux déjà autorisés:—Dans la localité où le siège d'affaires de la compagnie est situé ou est autorisé à se fixer.

3° Pour l'extension des pouvoirs d'une compagnie (lorsqu'ils n'entraîneront pas l'octroi de quelques droits exclusifs); ou pour l'augmentation ou la réduction du capital social de quelque compagnie; ou pour augmenter ou modifier ses pouvoirs pour émettre des obligations ou pour faire des emprunts ou pour quelque amendement pouvant affecter les droits ou intérêts des actionnaires ou porteurs d'obligations ou créanciers de la compagnie:—Dans la localité où est situé le siège de la compagnie.

Tous ces avis, qu'ils soient insérés dans la *Gazette du Canada* ou dans une feuille publique, devront être publiés au moins une fois par semaine pendant une durée de cinq semaines consécutives; et en ce qui concerne les provinces de Québec et du Manitoba, ils devront y être publiés en anglais et en français; et des exemplaires marqués de chaque numéro de tous les journaux contenant le dit avis devront être adressés aux greffiers du Sénat et de la Chambre, et devront porter à l'endos "Avis de Bill Privés," ou une déclaration statutaire attestant la publication pourra être envoyée au lieu des dits exemplaires.

#### RÈGLES RELATIVES AUX PÉTITIONS ET BILLS PRIVÉS

Toute personne désirant obtenir un bill privé devra, dans les huit jours au moins qui précéderont l'ouverture du parlement, déposer au bureau du greffier de la Chambre, dans laquelle le bill doit prendre naissance, une copie de ce bill en langue anglaise ou en langue française, avec une somme suffisante pour en payer la traduction et l'impression. Après la seconde lecture et avant la prise en considération du bill par tout comité, le pétitionnaire aura aussi à payer au greffier du Sénat, ou au comptable de la Chambre des Communes (selon le cas) un honoraire de \$200, plus une somme suffisante pour défrayer le coût de l'impression de l'acte dans les Statuts. L'honoraire de \$200 ne sera payé que dans la Chambre où le bill a pris naissance; mais les frais de réimpression et de traduction seront payés dans la Chambre où ses frais sont encourus.

Aucune pétition pour l'obtention d'un bill privé ne sera reçue par le Sénat ou par la Chambre des Communes après les premières trois semaines de la session.

Aucun bill privé ne pourra être présenté au Sénat ou à la Chambre des Communes après les premières quatre semaines de la session.

Nulle pétition demandant la construction légale d'une compagnie de chemin de fer ou d'une compagnie de canal, ou le prolongement de la ligne de quelque chemin de fer ou canal existant ou autorisé, ne sera prise en considération par les comités des Ordres Permanents, à moins qu'il n'ait été soumis au comité une carte ou plan indiquant le territoire sur lequel devront être construits les travaux pro-

4. A Banking Company; An Insurance Company; A Trust Company; A Loan Company; or an Industrial Company without any exclusive powers:—In the *Canada Gazette* only.

B. When the application is for the purpose of amending and existing Act:

1. For an extension of any line of railway or of any canal, or for the construction of branches thereto:—In the principal city, town or village in each county or district through which such extension or branch is to be constructed.

2. For an extension of the time for the construction or completion of any line of railway, or of any canal, or of any telegraph or telephone line, or of any other works already authorized:—In the place where the head office of the company is, or is authorized to be.

3. For an extension of the powers of a company (when not involving the granting of any exclusive rights); or for the increase or reduction of the capital stock of any company; or for increasing or altering its lending or other borrowing powers, or for any amendment which would in any way affect the rights or interests of the shareholders or bondholders or creditors of the company:—In the place where the head office of company is situated.

All such Notices, whether inserted in the *Canada Gazette* or in a newspaper, shall be published at least once a week, for a period of five consecutive weeks; and when published in the Province of Quebec and Manitoba, shall be in both the English and French languages; and marked copies of each issue of all newspaper containing such Notice shall be sent to the Clerks of the Senate and House of Commons, endorsed "Private Bill Notice"; or a statutory declaration as to due publication may be sent in lieu thereof.

#### RULES RELATING TO PETITIONS AND PRIVATE BILLS,

Any person seeking to obtain a Private Bill shall, at least eight days before the meeting of Parliament, deposit with the Clerk of the House, in which the Bill is to originate, a copy of such Bill in the English or French language, with a sum sufficient to pay for translating and printing the same. The applicant shall also, after the second reading, and before the consideration of the Bill by any Committee, pay the Clerk of the Senate, or the Accountant of the House of Commons (as the case may be) a fee of \$200, and a sum sufficient to pay the cost of printing the Act in the Statutes. The fee of \$200 is paid only in the House in which a Bill originates; but charges for reprinting and translation are paid in the House in which such charges are incurred.

No petition for a Private Bill is received by the Senate or by the House of Commons after the first three weeks of the Session.

No Private Bill may be presented to the Senate or to the House of Commons after the first four weeks of the Session.

No petition praying for the incorporation of a railway company, or of a canal company, or for an extension of the line of any existing or authorized railway or canal, shall be considered by the Standing Orders Committee, until there has been filed with the Committee a map or plan, showing the proposed location of the works and each county or district through which the proposed railway or canal, or

jetés, et chaque omté ou distr'ct dans lesquels devront être construits le chemin de fer ou canal projeté, ou quel qu'embranchement ou prolongement d'iceux.

SAML. E. ST O. CHAPLEAU,  
Greffier du Sénat.  
THOMAS B. FLINT,  
Greffier des Communes.

3491

## RÈGLE SPÉCIALE AU SÉNAT.

Lorsqu'un bill confirmant un bail, une convention ou toute autre espèce de contrat, sera reçu ou présenté au Sénat, ce bail, cette convention ou cette autre espèce de contrat sera exposé dans un appendice ou autrement.

SAML. E. ST O. CHAPLEAU,  
Greffier du Sénat.

3493

## RÈGLES ADDITIONNELLES DE LA CHAMBRE DES COMMUNES CONCERNANT LES BILLS PRIVÉS.

Tous les bills privés demandant des actes constitutifs devront être rédigés de manière à y incorporer, en les spécifiant, les clauses des Actes généraux concernant les détails qui font l'objet de ces bills; les bills qui ne seront pas rédigés conformément à cette Règle, devront être remodelés par les auteurs et réimprimés à leur frais, avant qu'aucun comité en examine les clauses.

51a. Tous les bills privés pour chartes ou pour modification de chartes de compagnies de chemins de fer seront rédigés conformément au bill modèle dont copie peut être obtenue du greffier de la Chambre;

(a) Les dispositions contenues dans un bill quelconque qui ne seront pas conformes au bill-modèle, seront insérées entre crochets, et après avoir été révisées par l'officier compétent, elles seront imprimées ainsi; et les bills qui ne seront pas rédigés en conformité de cette règle seront renvoyés aux auteurs pour être remodelés avant leur révision et impression;

(b) Toutes clauses d'actes existants que l'on proposera de modifier, seront imprimées en entier, avec les amendements insérés en leur lieu et place, et entre crochets;

(c) Toutes dispositions exceptionnelles que l'on proposera d'insérer dans un bill quelconque, seront imprimées dans l'avis publié.

51b. Nul bill pour la constitution légale d'une compagnie de chemin de fer ou pour changer le tracé du chemin de fer d'une compagnie déjà constituée ne sera pris en considération par le comité des chemins de fer à moins qu'il n'ait été donné au comité, au moins une semaine avant la prise en considération du bill—

(a) Une carte ou plan à l'échelle de pas moins d'un demi-pouce au mille, indiquant le territoire sur lequel l'on se propose de construire les travaux projetés, ainsi que des lignes de travaux analogues existants ou autorisés dans les limites du district, ou partie du district que la ligne projetée doit desservir, ou affectant le dit district en aucune manière; cette carte ou plan devra être signé par l'ingénieur ou toute autre personne qui l'aura fait;

(b) Un exhibit faisant connaître le montant total du capital que l'on se propose de prélever pour les fins de l'entreprise, et la manière dont on se propose de le prélever, soit au moyen d'actions ordinaires, obligations, débentures ou autres garanties, et le montant respectif de chacune.

THOMAS B. FLINT,  
Greffier des Communes.

3495

## EXTRAITS DES RÈGLES ET RÈGLEMENTS DU CONSEIL LÉGISLATIF.

## Relatifs aux avis de Bill Privés.

53. Toute demande de bills privés qui sont proprement du ressort de la Législature de la province de Québec, suivant les dispositions de l'acte de

any branch or extension thereof, is to be constructed.

SAML. E. ST O. CHAPLEAU  
Clerk of the Senate.  
THOMAS B. FLINT,  
Clerk of the Commons

3492

## SPECIAL RULE OF THE SENATE.

When any Bill, confirming a deed, lease, agreement or other instrument, is brought up or presented to the Senate, such deed, lease, agreement or other instrument shall be set forth in the Bill by way of Schedule or otherwise.

SAML. E. ST O. CHAPLEAU,  
Clerk of the Senate.

3494

## ADDITIONAL RULES OF THE HOUSE OF COMMONS RESPECTING PRIVATE BILLS.

All private Bills for Acts of Incorporation shall be so framed as to incorporate by reference the clauses of the General Acts relating to the details to be provided for by such Bill;—Bills not framed to accordance with this Rule, shall be recast by the promoters, and reprinted at their expense, before any Committee passes upon the Clauses.

51a. All Private Bills for Acts of incorporation of, or in amendment of Act incorporating Railway Companies, shall be drawn in accordance with the Model Bill, copies of which may be obtained from the Clerk of the House.

(a) The provisions contained in any Bill which are not in accord with the Model Bill, shall be inserted between brackets, and when revised by the proper officer shall be so printed, and Bills which are not in accordance with this Rule shall be returned to the promoters to be recast before being revised and printed;

(b) Any sections of existing Acts which are proposed to be amended shall be reprinted in full with the amendments inserted in their proper places and between brackets;

(c) Any exceptional provisions that it may be proposed to insert in any Bill shall be clearly specified in the Notice of Application for the same.

51b No Bill for the incorporation of a Railway Company, or for changing the route of the railway of any company already incorporated, shall be considered by the Railway Committee until there has been filed with the Committee, at least one week before the consideration of the Bill;—

(a) A Map or Plan drawn upon a scale of not less than half an inch to the mile, showing the location upon which it is intended to construct the proposed work, and showing also the lines of existing or authorized works of a similar character within, or in any way affecting the district, or any part thereof, which the proposed work is intended to serve, and such map or plan shall be signed by the Engineer or other person making the same;

(b) An exhibit showing the total amount of capital proposed to be raised, for the purposes of the undertaking, and the manner in which it is proposed to raise the same, whether by ordinary shares, bonds, debentures, or other securities, and the amount of each, respectively.

THOMAS B. FLINT  
Clerk of the Commons.

349

## EXTRACTS OF RULES AND REGULATION OF THE LEGISLATIVE COUNCIL

## Relating to notices for Private Bills.

53.—All applications for private bills, properly within the range of the powers of the Legislature of the Province of Quebec, according to the provisions of

l'Amérique Britannique du Nord, 1867, clause 53, pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique ; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue ou glissoire, ou autres travaux semblables, soit pour l'octroi d'un droit de traverse, la construction d'usines ou travaux pour fournir du gaz ou de l'eau, l'incorporation de professions, métiers ou de compagnies à fonds social ; incorporation d'une cité, ville, village ou autre municipalité, l'imposition d'aucune taxe locale, à division d'aucun comté, pour toutes autres fins que celle de la représentation en parlement ou d'aucun canton, le changement de site d'aucun chef-lieu, ou d'aucun bureau local, les règlements concernant toute commune, le ré-arpentage de tout canton, ligne ou concession ; ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers ou pour la permission de faire quoi que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société ; ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte antérieur, — exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, savoir :

Un avis inséré dans la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais et dans un autre publié en français, dans le district auquel s'applique la mesure demandée, ou dans une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal ou s'il n'y existe pas de journal, la publication (dans les deux langues) se fera dans la *Gazette Officielle* et dans le journal d'un district voisin.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois durant l'intervalle de temps écoulé entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition.

54.—Avant d'adresser à la chambre aucune pétition demandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage, les personnes se proposant de faire cette pétition, devront, en donnant l'avis prescrit par la règle précédente, et de la même manière donner aussi avis des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège, de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont-tournant ou non, et les dimensions de ce pont-tournant.

60.—Les dépenses et frais occasionnés par des bills privés conférant quelque privilège exclusif ou pour tout autre objet de profit ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation, ou d'individus, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs, de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne doivent pas retomber sur le public ; conséquemment les parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées de payer au bureau des bills privés la somme de deux cents piastres immédiatement après leur première lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaises et françaises, par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la chambre, et 250 exemplaires en français et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés ; et s'il y a des amendements, lors de la seconde lecture, qui nécessitent une réimpression du bill, ceux qui en demandent la passation devront déposer au bureau des bills privés 250 exemplaires en français et 100 en anglais du bill tel qu'amendé ; Et de plus aucun de ces bills ne doit être soumis au comité des Bills Privés avant la production d'un certificat d'un des officiers en le constatant que le projet de loi a été lu, examiné et jugé conforme aux lois générales et aux règlements de cette Chambre, ni être lu pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur du Roi, déclarant qu'il lui a été fait remise du coût de l'impression de 250 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 600 de la version française, pour le gouvernement,

the act of British North America, 1867, clause 52, whether for the construction of a bridge, a railway, a turnpike road or telegraph line, the construction or improvement of a harbour, canal, lock, dam or slide, or other like works the granting of a right of ferry ; the construction of works for supplying gas or water the incorporation of any particular profession or trade, or of any joint stock companies the incorporation of a city, town, village, or other municipality ; the levying of any local assessment, the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament, or of any township, the removal of the site of any county, town, or of local offices ; the regulation of any common ; the resurvey of any township, line or concession, or otherwise for granting to the individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community or for making any amendment of a like nature to any former act,—shall require a notice, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, to be published as follows, viz :—

A notice inserted in the *Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and one newspaper in the french language in the district affected, or in both languages, if there be but one paper ; or if there be no paper published therein, then (in both languages) in the *Official Gazette*, and in a paper published in an adjoining district.

Such notice shall be continued in each case for a period of at least one month, during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

54.—Before any petition praying for leave to bring in a private bill for the erection of a toll bridge, is presented to the house, the person or persons intending to petition for such bill shall upon giving the notice prescribed by the preceding rule, also at the same time, and in the same manner, give notice of the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels, and mentioning also whether they intend to erected drawbridge or not, and the dimensions for the same.

60.—The expenses and costs attending on private bills giving an exclusive privilege, or for any other object of profit, or private, corporate, or individual advantage, or for amending, extending, or enlarging any former acts, in such manner as to confer additional powers, ought not to fall on the public accordingly, the parties seeking to obtain any such bill shall be required to pay into the private bill office the sum of two hundred dollars, immediately after the first reading thereof ; and all such bills shall be prepared in the english and french languages, by the parties applying for the same, and printed by the contractor for printing the bills of the house, and two hundred and fifty copies thereof in french, and one hundred in english, shall be filed at the private bill office, and if any amendments be made at the second reading which shall require the reprinting of the bill, the parties seeking to obtain the passing of the bill shall file in the private bill office two hundred and fifty additional copies in french, and one hundred copies in the english language, of the bill as amended, and moreover, no such bill shall be submitted to the committee on standing orders and private bill before the production of a certificate from one of the law officers that such bill has been examined and been found to be in conformity with the general laws and the rules of this House, nor shall it be read a third time until a certificate from the King's printer shall have been filed with the clerk that the cost of printing two hundred and fifty of the act in english and five hundred copies in french, for the government, has been paid him.

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200 et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

2.—L'honoraire payable lors de sa seconde lecture d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des chambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre.

3815

LOUIS FRECHETTE,  
G. C. L.

## ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

*Bills privés*

51. Toute demande de bill privé dont la matière tombe dans les attributions de la Législature de Québec, conformément à l'esprit de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un tramway, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique ou téléphonique, soit pour la construction ou l'amélioration d'un hâvre, canal, écluse, digue, glissoire, ou autres travaux semblables; soit pour la concession d'un droit de passage d'une rive à une autre, soit pour l'incorporation d'une compagnie à fonds social d'un commerce ou d'un métier particulier, soit pour l'incorporation d'une cité, ville, village, ou autre municipalité, soit pour le prélèvement d'une cotisation locale, soit pour la division d'une municipalité ou d'un comté, pour des fins autres que celle de la représentation dans la Législature, soit pour le changement de chef-lieu, ou le déplacement des bureaux publics d'un comté, soit pour le réarpentage d'un canton, ou d'une délimitation ou concession de canton, soit pour concéder à un ou plusieurs individus des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, pour les autoriser à faire quoi que ce soit pouvant affecter les droits ou la propriété d'autres personnes, ou pouvant concerner une classe particulière de la société, ou pour faire un amendement de même nature à une loi déjà en vigueur, doit être précédée d'un avis établissant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande.

2. Cet avis doit, sauf dans le cas de corporations existantes, être signé de la part de ceux qui font la demande et doit être publié dans la *Gazette Officielle de Québec*, en français et en anglais, ainsi que dans un journal français et dans un journal anglais du district que le bill concerne; et s'il n'y a ni journal français ni journal anglais dans ce district, alors l'avis doit être publié dans un journal français ou dans un journal anglais d'un district voisin.

3. Dans chacun de ces cas, cet avis doit être républié sans interruption, pendant au moins un mois, dans l'intervalle, entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition; et des exemplaires des journaux contenant la première et la dernière insertion de l'avis doivent être envoyés au greffier par ceux qui l'ont publié, afin d'être déposés au bureau du comité des Ordres permanents.

52. Lorsqu'il s'agit d'un bill autorisant la construction d'un pont de péage, la partie ou les parties qui se proposent d'en faire la demande doivent, dans l'avis prescrit par la règle précédente, indiquer les taux de péage qu'elles ont l'intention d'exiger, l'étendue du privilège qu'elles réclament, la hauteur des arches du pont, l'espace entre les piles et les culées pour le passage des navires ou des trains

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

If a copy of the Bill have not disposed in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

2.—The fee payable on the second reading of any private bill is paid only in the house in which such bill originates, but the cost of printing the same is paid in each house.

3816

LOUIS FRECHETTE,  
C. L. C.

## LEGISLATIVE ASSEMBLY.

*Private Bills*

51. All applications for Private Bills, properly the subject of legislation by the Legislature of Quebec, within the purview of "The British North America Act, 1867," whether for the erection of a Bridge; the making of a Railway, Tramway, Turnpike Road, Telegraph or Telephone Line; the construction or improvement of a Harbour, Canal, Lock, Dam, or other like work; the granting of a right of Ferry; the incorporation of any particular Trade or Calling, or of any Joint Stock Company; the incorporation of a City, Town, Village or other Municipality; the levying of any local Assessment; the division of any Municipality or of any County for purposes other than that of representation in the Legislature; the removal of the site of a County Town or of any local Offices; the re-survey of any Township, or of any Township Line or Concession; or for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar Rights or Privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or which relate to any particular Class of the community; or for making any Amendment of a like nature to any existing Act,—shall require a Notice clearly and distinctly specifying the nature and object of the application

2. Such Notice, except in the case of existing Corporation, shall be signed on behalf of the Applicants, and shall be published in the *Quebec Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and in one newspaper in the french language, in the district affected; and in default of either of such newspaper in such district, then in a similar newspaper published in an adjoining district.

3. Such notice shall be continued, in each case for a period of at least one month during the interval of time between the close of the next preceding Session, and the consideration of the petition; and copies of the newspaper containing the first and last insertion of such notice, shall be sent by the parties who inserted such Notice to the Clerk of the House, to be filed in the office of the Committee on Standing Orders.

52. In the case of an intended application for a Private Bill for the erection of a Toll-bridge, the person or persons intending to petition for such Bill, shall, in the notice prescribed by the preceding Rule, specify the Rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels, and also whether it is

de bois ; et, de plus, si leur intention est de construire un pont-lévis, elles doivent le spécifier et faire connaître en même temps les dimensions du pont-lévis.

57. Quand il est présenté un bill pour confirmer les lettres patentes ou une convention, copie certifiée de cette convention ou de ces lettres patentes doit y être annexée.

"2. Les bills pour constitution de cités ou de villes, ou de compagnies à fonds social, ou de compagnies de chemins de fer, ne doivent contenir, en sus des clauses spéciales et de rigueur, que les dispositions dérogatoires aux Statuts refondus concernant les corporations de villes, [ou à la loi des cités et villes, 1903], ou à la loi des clauses générales des compagnies à fonds social, ou aux dispositions des Statuts refondus concernant les chemins de fer, suivant la circonstance ; mais ils doivent mentionner, dans chaque cas particulier, la clause du statut général à laquelle on veut déroger, et la remplacer par une clause nouvelle. La pétition devra alléguer les raisons particulières pour motiver l'introduction de ces changements.

3. Tous les bills autorisant la construction de chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, devront mentionner les terminus, ainsi que l'indication de la route à suivre ; et les bills relatifs à la constitution en corporation des compagnies de pouvoir électrique ou hydraulique devront spécifier clairement les privilèges spéciaux à elles conférés, ainsi que les noms des localités où elles veulent opérer.

Les plans des routes de ces chemins de fer, chemins à barrière, lignes de télégraphe ou de téléphone, et la situation des ateliers des compagnies de pouvoir électrique et hydraulique devront être produits devant le comité auxquels ces bills seront soumis et ce comité ne pourra procéder avant leur production.

4. Les bills pour amender des statuts en vigueur doivent contenir les clauses nouvelles que l'on veut substituer aux anciennes, et les amendements doivent être énoncés entre crochets.

5. Tout bill à l'effet d'autoriser l'admission l'exercice de la profession d'avocat, le notaire, de médecin, d'arpenteur, de chimiste ou de dentiste doit contenir, au préalable, une déclaration portant que ce bill a été approuvé par le bureau ou conseil de la profession dans laquelle le requérant désire entrer. Et le comité des bills privés ne devra procéder à l'examen de tel bill qu'après production d'une copie authentique de l'approbation de l'autorité compétente.

Une copie certifiée de la résolution du bureau, ou conseil d'administration, approuvant tel bill, devra être adressée au greffier, en même temps que la copie du bill pour être soumise au comité des bills privés.

"5a. Les exemplaires des bills privés, déposés entre les mains du greffier, seront transmis sans délai au bureau des officiers spéciaux en loi pour examen ; et aucun tel bill ne pourra être considéré par le comité des bills privés avant la production d'un rapport d'un de ces officiers constatant que le projet a été trouvé conforme aux Règles de la Chambre et indiquant en quoi il déroge aux lois générales.

6. Les auteurs d'un bill qui ne l'auront pas rédigé conformément à la présente règle devront le recommencer et le faire imprimer de nouveau, à leurs frais.

58. Toute personne qui demande à présenter un bill privé lui conférant un privilège ou profit exclusif, ou un avantage personnel ou collectif, ou demandant quelque amendement à un statut en vigueur, soit déposer entre les mains du greffier, huit jours avant l'ouverture de la session, un exemplaire de ce bill en français ou en anglais, et remettre en même temps et comptable de la chambre une somme suffisante pour payer l'impression de cinquante exemplaires en français et de trois cent cinquante exemplaires en anglais ; de plus \$2 par page d'impression pour la traduction et cinquante centins

intended to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

57. When any Bill for confirming any Letters Patent or Agreement is introduced, a certified copy of such Letters Patent or Agreement must be attached to it.

"2. Bills for the incorporating of Cities or Towns or of Joint Stock Companies, or of Railway Companies, shall contain, in addition to the special and absolutely necessary clauses, only such provisions as may derogate from the provisions of the Revised Statutes respecting Town Corporations, [or from the "Cities and Towns' Act, 1903,"] or from the "Joint Stock Companies' General Clauses Act," or from the provisions of the Revised Statutes respecting Railways, as the case may be, but shall specify in each special instance the Clause of the General Act which is sought to be departed from, and shall replace the same by a new Clause. Special grounds shall be set forth in the Petition for the introduction of such provisions.

3. All Bills authorizing the building of any railway turnpike road, telegraph or telephone lines shall mention the terminal points, with a general indication of the route to be taken, and those incorporating Electric and Water Power Companies, shall clearly specify the particular privilege conferred, with the names of the places in which they are to be exercised.

Plans showing the routes of such Railways, turnpike roads, Telegraph or Telephone lines, and the positions of the works of any Companies shall be produced before the Committee to which such Bills are referred, and until so produced, the said Committee shall not proceed thereon.

4. Bills for amending existing Acts shall be framed so as to replace Clauses sought to be amended by new Clauses, indicating the Amendments between brackets.

5. Every Bill to authorize admission to the practice of the profession of advocate, notary, physician, surveyor, chemist or dentist shall contain a statement in the preamble that such Bill has been approved by the Board or Council of the profession which the petitioner desire to enter. And the Private Bills Committee shall not proceed with any such Bill until an authentic copy of the formal resolution of the Board or Council, approving of such application be produced before the Committee.

A certified copy of the resolution of the board or council of management approving such bill, shall be sent to the clerk at the same time the copy the bill, in order that it may be submitted to the Private Bills Committee."

"5a. All copies of Private Bills deposited in the hands of the Clerk, shall be sent without delay to the Special Law Officers for examination, and no such Bill shall be submitted to the Committee on Private Bills before the production of a report from one of such officers certifying that such Bill has been found to be in conformity with the rules of this House, and indicating in what manner it derogates from the general laws.

6. Bills which are not framed in accordance with this Rule shall be re-cast by the promoters and reprinted at their expense.

58. Any person seeking to obtain any Private Bill, giving any exclusive privilege or profit, of corporate advantage, or for any amendment of an existing Act, shall deposit with the Clerk of the House, eight days before the opening of the Session, a copy of such Bill in the English or French language, and shall at the same time deposit with the Accountant of the House a sum sufficient to pay for printing 350 copies in English and 500 copies in French, and also \$2.00 per page of printed matter for the translation and fifty cents per page for correcting and revising the printing. The transla-

par page pour la correction et la revision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par l'entrepreneur des impressions.

"2. Le pétitionnaire doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de deux cents piastres, outre le prix d'impression du bill dans le volume des Statuts, et déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Ces paiements doivent être faits immédiatement après la deuxième lecture du bill et avant que le comité le prenne en considération.

"3. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, ou d'octroyer une charte à une compagnie à fonds social ou d'amender telle charte, ou d'amender une charte de cité ou de ville, et de trois cents piastres dans les autres cas.

"3a. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins trois semaines avant l'ouverture de la session, lorsqu'il s'agit d'octroyer ou de refondre une charte de cité ou de ville, le bill ne sera pas examiné par les officiers spéciaux en loi, ni imprimé et ne pourra être considéré par la Chambre ou aucun de ses comités."

L. G. DESJARDINS,  
3817 Greffier de l'Assemblée Législative

### Demande à la Législature

Avis public est donné que les Frères Charles Stackler, supérieur général de l'Institut des Frères de Saint-François Régis, Jacques Stackler, supérieur local, Louis Gauthier, assistant, Jules Soulier, économiste, Louis Marti, directeur des travaux, et Camille Frasse, secrétaire, tous demeurant à Péribonca, s'adresseront à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi les constituant en corporation, eux et les autres membres de leur institut et leurs successeurs, sous le nom de "Les Frères de Saint-François Régis," avec entr'autres pouvoirs, ceux d'acquérir et de posséder des biens en cette province, et de poursuivre le but de leur Institut en cette province.

SIROIS & SIROIS,  
Procureurs des requérants.  
Québec, 20 décembre 1904. 4063

Avis est par le présent donné que la Maternité de Montréal s'adressera à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour amender sa charte en augmentant le montant en valeur des immeubles qu'elle a droit de posséder et pour d'autres fins.

BROSSEAU & HOLT,  
Solliciteurs des requérants.  
Montréal, 19 décembre 1904. 4057

### AVIS

"The Robert Jones Convalescent Hospital" et syndics d'icelui s'adresseront à la législature de Québec, à sa prochaine session pour obtenir un acte afin d'autoriser les dits hôpital et syndics à transporter, aux conditions qui peuvent être convenues, la propriété maintenant au nom du dit hôpital ou des dits syndics, comprenant l'immeuble connu comme lot officiel No 4675, du cadastre de la paroisse de Montréal, avec les bâtisses sus-érigées et améliorations faites.

HALL, CROSS, BROWN & SHARP,  
Solliciteurs des requérants.  
Montréal, 20 décembre 1904. 4111

tion shall be made by the officers of the House and the printing shall be done by the Contractor.

"2. The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of two hundred dollars and furthermore the cost of printing the Bill of the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

Such payments shall be made immediately after the second reading and before the consideration of the Bill by such Committee.

"3. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars if it relate to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, or if it incorporate a joint stock company or amend such act of incorporation or amend the charter of a city or town, and of three hundred dollars in all other cases.

"3a. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk at least three weeks before the opening of the session, if it relate to the incorporation of any city or town or to the consolidation of any such act or incorporation, such Bill shall not be examined by the Special Law Officers or printed nor shall it be taken into consideration by the House or any of its Committees."

L. G. DESJARDINS,  
3818 Clerk of the Legislative Assembly.

### Application to the Legislature

Public notice is hereby given that the Brothers Charles Stackler, superior general of l'Institut des Frères de Saint-François Régis, Jacques Stackler, local superior, Louis Gauthier, assistant, Jules Soulier, economist, Louis Marti, director of the works, and Camille Frasse, secretary, all residing at Péribonca, shall apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for the passing of a law incorporating them and the other members of the Institut and their successors, under the name of "Les Frères de Saint-François Régis," with power to acquire and possess real estate in this province, for the purposes of their Institut.

SIROIS & SIROIS,  
Attorneys of the petitioners.  
Quebec, 20th December, 1904. 4064

Notice is hereby given that the Montreal Maternity will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, to have its charter amended by increasing the limit in value of the real estate it is entitled to hold, and for other purposes.

BROSSEAU & HOLT,  
Solicitors for applicants.  
Montreal, 19th December, 1904. 4058

### NOTICE

The Robert Jones Convalescent Hospital and trustees thereof will apply at the next session of the legislature of Quebec, for an act to authorize the said hospital and trustees to convey, upon such terms as may be agreed upon, the property standing in the name of said hospital or of said trustees, including the immoveable known as lot official No. 4675, of the cadastre of the parish of Montreal, with the buildings and improvements thereon.

HALL, CROSS, BROWN & SHARP,  
Solicitors for applicants.  
Montreal, 20th December, 1904. 4112

Avis est par le présent donné par les présentes que la commission des écoles catholiques de Montréal s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un pouvoir additionnel d'emprunt, dans le but d'agrandir certaines écoles actuellement existantes, et d'en bâtir de nouvelles.

A. D. LACROIX,  
Secrétaire-trésorier.

4041

Avis est par le présent donné que la ville de Montréal-Ouest s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin d'amender sa charte, 60 Victoria, chapitre 67, concernant, entre autres choses, l'annexion des parties des lots 4688 et 4689 à la ville; la division de la ville en quartiers, le nombre des conseillers, leur élection et le nombre de sièges pour chaque quartier, la majorité requise pour l'approbation des règlements par les électeurs, et de plus l'octroi des pouvoirs additionnels suivants, savoir: établir des lignes pour bâtisses sur les rues de la ville, contrôler l'érection et la construction de toutes bâtisses, plus particulièrement comme position, fondations, espaces pour lumière et ventilation, hauteur et construction en général; faire des contrats avec les compagnies de chemin de fer usbains, électriques et autres compagnies et sociétés, et de faire divers autres amendements.

DAVIDSON & WAINWRIGHT,  
Solliciteurs des requérants.

Montréal, 23 décembre 1904. 4095

Province de Québec, }  
District de Montréal. }

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de Québec, à sa prochaine session, par les syndics de la commune de Laprairie, pour obtenir un acte les autorisant à vendre une certaine étendue de terre soustraite de et faisant partie de la dite commune à "The Laprairie Brick Company, limited", afin de recouvrer les dépenses de l'administration de la dite commune, et afin de pourvoir aux besoins croissants du développement de la dite "Laprairie Brick Company";

Et de plus, afin d'autoriser la municipalité du village de Laprairie à exproprier du terrain des dits syndics de la commune de Laprairie, tel terrain qui peut être nécessaire pour l'agrandissement du dit village, le tout avec le consentement des dits syndics aux prix et conditions convenus entre eux.

FOSTER, MARTIN, MANN & MacKINNON,  
Procureurs des requérants.

Montréal, 21 décembre 1904. 4113

## AVIS

La cité de Montréal donne avis qu'elle présentera à la prochaine session de la législature, un projet de loi pour amender la loi concernant l'expropriation de la Côte Saint-Lambert.

L. O. DAVID,  
Greffier de la Cité.

3999.2

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, par Herbert Molesworth Price, de Montmorency, pour obtenir un acte l'autorisant à faire des améliorations dans les rivières Saint-Jean et Magpie, dans le comté du Saguenay, ériger des écluses, jetées, estacades et moyens d'amarrage sur la dite rivière, mettre en sûreté tout le bois manufacturé et flottant sur la dite rivière et exiger paiement pour l'usage d'iceux, pour une période de trente ans de la passation du dit acte, se servir et prendre possession des terrains voisins pour les susdits buts et payer la valeur d'iceux et pour d'autres fins.

L. A. CANNON,  
Solliciteur du requérant.

Québec, 12 décembre 1904 3995.2

Notice is hereby given that the Catholic school Commission of Montreal will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, in order to obtain borrowing power, with the twofold object of enlarging the schools now existing, and of building new ones.

A. D. LACROIX,  
Secretary treasurer.

4042

Notice is hereby given that the town of Montreal West will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act to amend its charter, 60 Victoria, chapter 67, respecting, among other things, the addition of parts of lots 4688 and 4689 to the town; the division of the town into wards, the number of councillors, their election and the numbering of the seats for each ward, the majority required for the approval of by-laws by electors, and further granting to it the following additional powers, to wit: to establish building lines on the streets of the town, to control the erection and construction of all buildings, more particularly as to position, foundations, light and air spaces and supply, height and construction generally; to contract with Street Railway, Electric and other companies and firms, and to make divers other amendments thereto.

DAVIDSON & WAINWRIGHT,  
Solicitors for applicants.

Montreal, 23rd December, 1904. 4096

Province of Québec, }  
District of Montréal. }

Notice is hereby given that application will be made to the Quebec Legislature, at its next session, by the trustees of the common of Laprairie, to obtain an act authorizing them to sell a certain tract of land off of and from the said common, to the Laprairie Brick Company, Limited, in order to meet the expenses of the administration of the said common, and to provide for the increased requirements in the development of said Laprairie Brick Company;

And further, to authorize the municipality of the village of Laprairie to expropriate from and of the land belonging to said trustees of the common of Laprairie, such land as may be necessary for the increased growth of said village, the whole with the consent of the said trustees, at the price and according to the terms agreed upon between them.

FOSTER, MARTIN, MANN & MacKINNON,  
Attorneys for petitioners.

Montreal, 21st December, 1904. 4114

## NOTICE.

The city of Montreal gives notice that it will present, at the next session of the Legislature, a Bill to amend the law concerning the Saint Lambert Hill expropriation.

L. O. DAVID,  
City Clerk.

4000

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Québec, at its next session, by Herbert Molesworth Price, of Montmorency, for an act authorizing him to make improvements in the rivers Saint John and Magpie, in the county of Saguenay, to erect dam, piers, booms and fastenings in the said river, to secure all timber to be made and floated down the said river and to exact tolls for the use thereof, for a period of thirty years from the passing of the said act, to use and take possession of the adjoining lands for the above purposes and to pay the value thereof and for the other purposes.

L. A. CANNON,  
Solicitor for applicant.

Quebec, 12th December, 1904. 3996

Avis est par les présentes donné que l'honorable Nemèse Garneau, conseiller législatif, de la paroisse de Sainte-Foye, M. Gaspard Lemoine, négociant, David H. Geggie, géant, Bernard Leonard, peintre, John-K. Leonard, peintre, et Charles-Edmond Taschereau, notaire, tous de la cité de Québec, s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte les incorporant et ceux qu'ils pourront s'adjoindre, en compagnie à fonds social, et leur octroyant une charte avec pouvoir de faire des contrats d'assurance et de ré-assurance sur la vie, contre les accidents et contre les maladies; de consentir, vendre ou acheter des annuités; d'accorder des dotations et généralement faire des opérations d'assurance sur la vie, contre les accidents et contre les maladies; de consentir, vendre ou acheter des annuités; d'accorder des dotations et généralement faire des opérations d'assurance sur la vie, contre les accidents, et contre les maladies, dans toutes leurs branches et dans toutes leurs formes, et de faire et exécuter toute autre chose se rattachant à ces opérations de ces divers genres d'assurance et de réassurance et de nature à les faciliter et pour autre fins.

L. A. CANNON,  
Procureur des requérants.  
Québec, 14 décembre 1904. 3997 2

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, par "The Buckingham Electric Railway, Light and Power Company," dûment incorporée par la législature de la province de Québec, suivant chapitre 68, 58 Victoria, ayant son principal bureau dans la ville de Buckingham, dans le comté de Labelle et province de Québec, pour obtenir un acte afin d'amender celui de la dite législature, incorporant la dite compagnie, et :

1° Changer le nom de la dite compagnie pour celui de "The Lievre Valley Power, Traction and Manufacturing Company."

2° Augmenter le fonds social et les pouvoirs d'emprunter de la dite compagnie.

3° Permettre à la dite compagnie de prolonger les chemins de fer déjà autorisés en vertu de leur charte depuis Buckingham le long de la vallée Lièvre jusqu'à un point pour rencontrer le chemin de fer Grand Tronc Pacifique.

4° Autoriser la dite compagnie à miner, manufacturer et vendre des minerais, minéraux, alcoolis et objets chimiques et de fondre et réduire les minerais et minéraux de toute sorte.

5° Autoriser la dite compagnie à acquérir, posséder, louer des propriétés de toute sorte qui peuvent être nécessaires ou utiles en rapport avec les entreprises de la compagnie et en disposer.

6° Autoriser la dite compagnie à acquérir, bâtir, construire et maintenir des téléphones et lignes de télégraphe en rapport avec les entreprises de la compagnie.

7° Autoriser la dite compagnie à acquérir, construire, louer et mettre en opération des vaisseaux à vapeur et vaisseau de toute sorte et en général de faire les affaires d'armateurs, constructeurs de vaisseaux, messagers, courriers de la malle, propriétaires de quais et gardes magasins.

8° Accorder à la dite compagnie tous les pouvoirs d'expropriation de l'acte des chemins de fer de Québec et les autres pouvoirs d'icelui concernant tous les travaux et entreprises de la compagnie, et aussi tous les pouvoirs nécessaires ou utiles pour la mise en opération des travaux et entreprises de la compagnie.

9° Ratifier tous les actes de la dite compagnie.  
AYLEN & DUCLOS,  
Solliciteurs de "The Buckingham Electric  
Railway, Light and Power Company"  
Buckingham, 4 octobre 1904. 3883.3

Notice is hereby given that the Honorable Nemèse Garneau, legislative councillor, of the parish of Saint Foye, Gaspard Lemoine, trader, David H. Geggie, manager, Bernard Leonard, painter, John K. Leonard, painter, and Charles Edmond Taschereau, notary, all of the city of Quebec, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, to obtain an act incorporating them and those who may be associated with them, as a joint stock company, and granting them a charter with power to make contracts for life insurance and re-insurance, against accidents and sickness; to make, sell or buy annuities; to grant endowments and generally to carry on the business of life insurance against accidents and against sickness; to make and buy annuities; to grant endowments and generally to carry on the business of life insurance against accidents and against sickness, in all their branches and in all their forms, and to do and execute any thing else relating to these operations of these kinds of insurance and re-insurance and of a nature to facilitate them and for other purposes.

L. A. CANNON,  
Attorney for petitioners.  
Quebec, 14th December, 1904. 3998

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, by the Buckingham Electric Railway, Light and Power Company, which was duly incorporated by the Legislature of the province of Quebec, by chapter 68, of 58 Victoria, and which has its head office in the town of Buckingham, in the county of Labelle, and Province of Quebec, for an act to amend the act of said Legislature incorporating said company, and :

1. To change the name of the said company to that of the Lievre Valley Power, Traction and Manufacturing Company.

2. To increase the capital stock and the borrowing powers of the said company.

3. To enable the said company to extend railways already authorized under their charter from Buckingham along the Lievre valley to a point to meet the Grand Trunk Pacific Railway.

4. To empower the said company to mine, manufacture and deal in ores, minerals, alkalies and chemicals, and to smelt and reduce ores and minerals of all kinds.

5. To empower the said company to acquire, hold, lease and dispose of property of all kinds that may be necessary or useful in connection with the enterprises of the company.

6. To empower the said company to acquire, build, construct and maintain telephone and telegraph lines in connection with the enterprises of the company.

7. To empower the said company to acquire, construct, hire and operate steamships and vessels of all kinds, and generally to carry on the business of shipowners, shipbuilders, expressmen, mail carriers, wharfingers and warehousemen.

8. To confer upon the said company all the expropriation powers of the Quebec Railway Act, and the other powers thereof as regards all the works and enterprises of the company, and also all powers necessary or useful for carrying out the works and enterprises of the company.

9. To ratify all the acts of the said company.  
AYLEN & DUCLOS,  
Solliciteurs for the Buckingham Electric  
Railway, Light and Power Company.  
Buckingham, 4th October, 1904. 3884

Avis est par les présentes donné qu'une demande sera faite à la prochaine session de la législature de la province de Québec, pour un acte constituant "La Prévoyance" — société de secours mutuels, ayant son siège social à Montréal, autorisée par le lieutenant-gouverneur en conseil, et constituée en vertu de la loi 62 Victoria, chapitre 32, de la province de Québec, le 2 octobre 1903—, en compagnie d'assurance à fonds social contre la perte ou la responsabilité résultant de certains risques ou périls tels que ceux découlant de vols avec effraction, des accidents, des accidents de travail, de la responsabilité des patrons, des infidélités dans les devoirs d'employés etc., sous le nom de "La Prévoyance", et confirmant la résolution des sociétaires, en date du 30 novembre 1904, autorisant le transport de l'actif et du passif de la dite société de Secours Mutuels "La Prévoyance", aux conditions mentionnées dans la dite résolution, avec tous les droits et pouvoirs nécessaires.

LAVALLEE & LAVALLEE,

Procureurs des requérants.

Montréal, 9 décembre 1904. 3965-2

Avis est par le présent donné que la corporation du village de Petite Côte s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir des pouvoirs plus étendus, et pour demander que le conseil de la dite corporation, en outre des pouvoirs qui lui sont conférés par le code municipal, puisse faire, amender et abroger des règlements concernant la construction et inspection des bâtiments, les clôtures, le sautage des mines, le tir au fusil, la construction des cheminées, les égouts, les rues, voies et places publiques, le plan de la municipalité, l'approvisionnement de l'eau, l'expropriation et autres objets.

EMILE JOSEPH,

Procureur de la requérante.

Montréal, 14 décembre 1904. 3967-2

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de Québec, à sa prochaine session, de la part du village de Kingsville, comté de Megantic, pour être incorporé en ville, sous le nom de "Ville de Thetford Mines," sous l'autorité de la loi des villes 1903, sauf les modifications et amendements qui seront incorporés dans la charte, et comprenant tout le territoire renfermé dans les limites suivantes, savoir : Un territoire qui comprend les lots numéros vingt-cinq, vingt-six, vingt-sept et vingt-huit, du cinquième rang du canton Thetford, ainsi que les lots numéros vingt-sept et vingt-huit, du sixième rang du même canton, aussi les lots numéros trente-et-un et trente-deux, du rang C, du canton Coleraine ; de plus le lot numéro vingt-six, du dixième rang du canton Ireland, tel qu'actuellement divisé, lesquels numéros de lots sont les numéros de la subdivision primitive des cantons ci-dessus mentionnés, le tout couvrant une étendue d'environ mille cinq cent trente-deux acres en superficie.

O. VACHON,

Procureur de la requérante.

Thetford Mines, 14 décembre 1904. 3985-2

## Avis Divers

Avis est par le présent donné qu'une requête a été présentée en vertu de "l'Acte des élections fédérales contestées," contre l'élection de Henry Lovell, écuyer, comme membre du Parlement du Canada pour le district électoral de Stanstead.

Daté à Coaticook, le seizième jour de décembre 1904.

OTIS SHURTLEFF,

Officier-rapporteur.

4039

Notice is hereby given that an application shall be made at the next sitting of the Legislature of the province of Quebec, for an Act to incorporate "La Prévoyance" — a mutual benefit society, having its chief office in Montreal, authorized by the Lieutenant Governor-in council, and constituted in virtue of 62 Victoria, chapter 32, of the province of Quebec, on the 2nd of October, 1903—, as a joint stock insurance company against the loss or liability arising from certain risks or perils such as those which may arise from burglaries, accidents, employes accidents, employers liabilities, infidelities in the fulfillment of the duties of employes, etc., under the name of "La Prévoyance", and to confirm the resolution of the members, dated 30th of November, 1904, authorizing the transfer of the assets and liabilities of the said mutual benefit society "La Prévoyance", under the terms mentioned in said resolution, with all necessary rights and powers.

LAVALLEE & LAVALLEE,

Attorneys for petitioners.

Montreal, 9th December, 1904. 3966

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, by the corporation of the village of Petite Côte, for an act granting it more extended powers, and to confer upon the council of the said corporation, the right to pass, amend and repeal by-laws concerning the construction and inspection of buildings, fences, blasting, shooting, the construction of chimneys, sewers and drains, the streets and public squares, the plan of the municipality, the water supply, expropriation and for other purposes.

EMILE JOSEPH,

Attorney for petitioner.

Montreal, 14th December, 1904. 3968

Notice is hereby given that application will be made to the Quebec legislature, at its next session, on behalf of the village of Kingsville, county of Megantic, to be incorporated as a town, by the name of "Town of Thetford Mines", under the authority of the town's act of 1903, saving the modifications and amendments which will be inserted in its charter, and comprising all the territory contained within the following limits, namely : A territory which comprises lots numbers twenty five, twenty six, twenty seven and twenty eight, of the fifth range of the township of Thetford, and also lots numbers twenty seven and twenty eight, of the sixth range of the same township ; also lots numbers thirty one and thirty two, of range C, of the township of Coleraine ; also of lot number twenty six, of the tenth range of the township of Ireland, such as actually divided on the ground, which numbers are the numbers of the primitive subdivision of the townships hereinabove mentioned, all comprising a territory of about one thousand five hundred and thirty two acres in superficies.

O. VACHON

Attorney for petitioners.

Thetford Mines, 14th December, 1904. 3986

## Miscellaneous Notices

Notice is hereby given that a petition has been presented under "The Dominion Controverted Elections Act," against the return of Henry Lovell, esquire, as member of the Parliament of Canada for the electoral district of Stanstead.

Dated at Coaticook, the sixteenth day of December, 1904.

OTIS SHURTLEFF,

Returning officer.

4040

Les examens pour l'admission à l'étude de l'architecture et à l'enregistrement auront lieu mardi, le 24, mercredi, le 25, jeudi, le 26, et vendredi, le 27 janvier 1905, aux bureaux de l'Association des Architectes de la province de Québec, 5, Beaver Hall square, à Montréal, et à l'Hôtel de Ville, à Québec, à 9 heures de l'avant-midi de chaque jour.

Les aspirants pour admission à l'étude devront donner un mois d'avis au soussigné. Cet avis devra être accompagné des honoraires de \$10.00.

Les candidats à l'enregistrement devront donner un mois d'avis au soussigné. Cet avis devra être accompagné des honoraires de \$25 00.

J. E. VANIER,  
Secrétaire.

5, Beaver Hall Square.  
Montréal, 17 décembre 1904. 4089

Province de Québec, }  
District de Joliette. } *Cour Supérieure.*  
No 3646.

Dame Amanda Neveux, de la ville et du district de Joliette, épouse commune en biens de Camille Pichereau dit Vincent, manufacturier, de la dite ville de Joliette, dûment autorisée à ester en justice, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son mari.

TELLIER & LADOUCEUR,  
Procureurs de la demanderesse.

Joliette, 14 décembre 1904. 4037

Province de Québec, }  
District d'Iberville. } *Cour Supérieure.*  
No 293.

Dame Marie Boudreau, épouse de Pierre Chamberland, navigateur, de la ville et du district d'Iberville, dûment autorisée à ester en justice,  
Demanderesse ;

vs.  
Le dit Pierre Chamberland, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été, ce jour, instituée par la demanderesse contre le défendeur.

GIRARD & SAINT-CYR,  
Avocats de la demanderesse.

Saint-Jean, 16 décembre 1904. 4065

Province de Québec, }  
District d'Ottawa. } *Cour Supérieure.*  
No 1986.

Dame Eloïse Rollin, du canton Marchand, district d'Ottawa, a, ce jour, pris une action en séparation de biens contre son époux, Pascal Valiquette, du même lieu.

MONTY & DURANLEAU,  
Avocats de la demanderesse.

Hull, 11 novembre 1904. 4075

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

Dame Maria Monty, épouse commune en biens de Ovila Terriault, maître-plombier, de la cité et du district de Montréal, a, ce jour, intenté une action en séparation de biens contre son dit époux.

LAMARRE & BRODEUR,  
Avocats de la demanderesse.

Montréal, 19 décembre 1904. 4091

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure*  
No 1854.

Dame Anna Poulette, épouse commune en biens de Avila Dufort, boucher, de Montréal,  
Demandeur ;

vs.  
Avila Dufort, du même lieu, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été prise, ce jour, par la demanderesse contre le défendeur.

J. O. LACROIX,  
Avocat de la demanderesse.

Montréal, 2 décembre 1904. 3835.3

The examination's for admission of study of architecture and for registration will be held on Tuesday, the 24th, Wednesday, the 25th, Thursday, the 26th, and Friday, the 27th January, 1905, at the rooms of the province of Quebec Association of Architects, 5, Beaver Hall Square, at Montreal, and at the City Hall of Quebec, at 9 o'clock in the forenoon, each day.

Intending candidates for studentship are required to give one month's notice to the undersigned. The said notice to be accompanied by a fee of \$10.00.

Candidates for registration are required to give one month's notice to the undersigned. The said notice to be accompanied by a fee of \$25.00.

J. E. VANIER,  
Secretary.

5, Beaver Hall Square.  
Montreal, 17th December, 1904. 4090

Province of Quebec, }  
District of Joliette. } *Superior Court.*  
No. 3646.

Dame Amanda Neveux, of the town and district of Joliette, wife common as to property of Camille Pichereau dit Vincent, manufacturer, of the said town of Joliette, duly authorized to appear in judicial proceedings, has, this day, instituted an action in separation as to property against her husband.

TELLIER & LADOUCEUR,  
Attorneys for plaintiff.

Joliette, 14th December, 1904. 4038

Province of Quebec, }  
District of Iberville. } *Superior Court*  
No. 293.

Dame Marie Boudreau, wife of Pierre Chamberland, navigator, of the town and district of Iberville, duly authorized to ester en justice,  
Plaintiff ;

vs.  
The said Pierre Chamberland, Défendeur.

An action en séparation de biens has, this day, been instituted by the plaintiff against the defendant.

GIRARD & SAINT-CYR,  
Attorneys for plaintiff.

Saint Johns, 16th December, 1904. 4066

Province of Quebec, }  
District of Ottawa. } *Superior Court.*  
No. 1986.

Dame Eloïse Rollin, of the township of Marchand, district of Ottawa, has, to-day, taken an action in separation as to property against Pascal Valiquette, her husband, of the same place.

MONTY & DURANLEAU,  
Attorneys for plaintiff.

Hull, 11th November, 1904. 4076

Province of Quebec }  
District of Montreal. } *Superior Court.*

Dame Maria Monty, wife common as to property of Ovila Terriault, master plumber, of the city and district of Montreal, has, this day, taken an action in separation as to property against the said O. Terriault.

LAMARRE & BRODEUR,  
Attorneys for the plaintiff.

Montreal, 19 December, 1904. 4092

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*  
No. 1854.

Dame Anna Poulette, wife common as to property of Avila Dufort, butcher, of Montreal,  
Plaintiff ;

vs.  
Avila Dufort, of the same place, Défendeur.

An action in separation as to property has been instituted by plaintiff against defendant.

J. O. LACROIX,  
Attorney for plaintiff.

Montreal, 2nd December, 1904. 3836

Province de Québec,  
District de Beauharnois. } *Cour Supérieure.*  
No 1104.

Dame Mathilda Poissant, de la paroisse de Saint-Urbain Premier, district de Beauharnois, épouse commune en biens de Robert-George Henry, cultivateur, du même lieu et dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs

Robert George Henry, cultivateur, du dit lieu de Saint-Urbain Premier, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le vingt-huitième jour de novembre 1904.

L. E. BEAULIEU,  
Avocat de la demanderesse.  
Salaberry de Valleyfield, 28 novembre 1904. 3951.2

*Cour Supérieure—Montréal.*

Dame Philomène Boucher, des cité et district de Montréal, épouse de Joseph Venne, architecte, de Montréal, a, ce jour, intenté contre lui une action en séparation de biens d'avec lui.

EUG. LAFONTAINE,  
Avocat de la demanderesse.  
7, Place d'Armes, Montréal.  
Montréal, 7 décembre 1904. 3957.2

Province de Québec,  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

Dame Marie Gabrielle Montaigne, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Emile Gorcy, publiciste et graveur, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice. Demanderesse ;

vs

Le dit Emile Gorcy, Défendeur.

La demanderesse a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre le défendeur.

CARTER, GOLDSTEIN & BEULLAC,  
Avocats de la demanderesse.  
Montréal, 6 décembre 1904. 3869.3

Province de Québec,  
District de Montréal. } *Cour Supérieure*  
No 1052.

Dame Carrie Anna Bassett, des cité et district de Montréal, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre Joseph Chalifoux, son mari, du même lieu.

LAVALLEE & LAVALLEE,  
Avocats de la demanderesse.  
Montréal, 23 novembre 1904. 3691.5

Province de Québec,  
District de Montmagny. } *Cour Supérieure.*  
No 48.

Dame Philomène Bernier, épouse de Delphis Morin, menuisier, de l'Islet, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs.

Le dit Delphis Morin, Défendeur.

Une action en séparation de corps et de biens a été instituée en cette cause, le 5 décembre 1904.

VIDAL & LEPINE,  
Procureurs de la demanderesse.  
Montmagny, 5 décembre 1904. 3863.3

Province de Québec,  
District de Saint-François. } *Cour Supérieure.*  
No 683.

Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, par Dame Luvia Victoria Woodward, épouse commune en biens de David G. Harrison, du village de Lennoxville, dans le district de Saint-François, forgeron et commerçant, contre son dit mari, le dit David G. Harrison.

HURD, FRASER & RUGG,  
Procureurs de la demanderesse.  
Sherbrooke, 28 novembre 1904. 3765.4

Province of Quebec,  
District of Beauharnois. } *Superior Court.*  
No. 1104.

Dame Mathilda Poissant, of the parish of Saint Urbain Premier, district of Beauharnois, wife common as to property of Robert George Henry, farmer, of the same place, duly authorized to appear in judicial proceedings, Plaintiff ;

vs.

Robert George Henry, farmer, of the said parish of Saint Urbain Premier, Defendant.

An action for separation of property has been instituted in this cause, on the twenty eighth day of November next.

L. E. BEAULIEU,  
Attorney for plaintiff.  
Salaberry de Valleyfield, 28th November, 1904. 3952

*Superior Court—Montréal.*

Dame Philomène Boucher, of the city and district of Montreal, wife of Joseph Venne, architect, of the same place, has, this day, instituted an action for separation of property from her husband.

EUG. LAFONTAINE,  
Attorney for plaintiff.  
7, Place d'Armes, Montreal.  
Montreal, 7th December, 1904. 3958

Province of Quebec; } *Superior Court.*  
District of Montreal.

Dame Marie Gabrielle Montaigne, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Emile Gorcy, publisher and engraver of the same place, duly authorized for all purposes hereof, Plaintiff ;

vs

The said Emile Gorcy, Defendant.

Plaintiff has, this day, instituted an action in separation of property against defendant.

CARTER, GOLDSTEIN & BEULLAC,  
Attorneys for plaintiff.  
Montreal, 6th December, 1904. 3870

Province of Quebec,  
District of Montreal. } *Superior Court.*  
No. 1052.

Dame Carrie Anna Bassett, of the city and district of Montreal, has, to-day, taken an action in separation as to property against Joseph Chalifoux, her husband, of the same place.

LAVALLEE & LAVALLEE,  
Attorneys for plaintiff.  
Montreal, 23rd November, 1904. 3692

Province of Quebec, } *Superior Court.*  
District of Montmagny, }  
No. 48.

Dame Philomène Bernier, wife of Delphis Morin, joiner, of L'Islet, duly authorized to appear in judicial proceedings, Plaintiff ;

vs.

The said Delphis Morin, Defendant.

An action for separation from bed and board has been instituted in this cause, on the 5th of December, 1904.

VIDAL & LEPINE,  
Attorneys for plaintiff.  
Montmagny, 5th December, 1904. 3864

Province of Quebec, } *Superior Court.*  
District of Saint Francis. }  
No. 683.

An action for separation as to property has been, this day, instituted by Dame Luvia Victoria Woodward, wife commune en biens of David G. Harrison, of the village of Lennoxville, in the district of Saint Francis, blacksmith and trader, against her said husband, the said David G. Harrison.

HURD, FRASER & RUGG,  
Attorneys for plaintiff.  
Sherbrooke, 28th November, 1904. 3766

Province de Québec, }  
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
 No 1057.  
 Dame Annie Franchère, des cité et district de  
 Montréal, épouse séparée de biens de Oswald  
 Chaput, agent d'immeubles, du même lieu, a, ce  
 jour, intenté une action en séparation de corps  
 contre son mari.  
**HURTEAU & GIBEAULT,**  
 Procureurs de la demanderesse.  
 Montréal, décembre 1904. 3917.2

Province de Québec, }  
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
 No 3043.  
 Dame Valentine Guenette, épouse commune en  
 biens de Jean-Bte Dépatie, journalier, de Mont-  
 réal,  
 Demanderesse ;  
 vs  
 Jean-Bte Dépatie, du même lieu, Défendeur.  
 Une action en séparation de corps et de biens a  
 été prise, ce jour, par la demanderesse, contre le  
 défendeur.  
**J. O. LACROIX,**  
 Avocat de la demanderesse.  
 Montréal, 2 décembre 1904. 3839.3

Province de Québec, }  
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
 No 1069.  
 Dame Maria Côté, épouse commune en biens de  
 Edmond Bellemare, forgeron, de Montréal,  
 Demanderesse ;  
 vs  
 Edmond Bellemare, du même lieu, Défendeur.  
 Une action en séparation de corps et de biens a  
 été prise, ce jour, contre le défendeur par la de-  
 manderesse.  
**J. O. LACROIX,**  
 Avocat de la demanderesse.  
 Montréal, 2 décembre 1904. 3837.3

Province de Québec, }  
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
 Dame Marie Hermine Garand, épouse de Philias  
 Bordua, commerçant, de la ville de Longueuil, dis-  
 trict de Montréal, dûment autorisée à ester en  
 justice,  
 Demanderesse ;  
 vs  
 Le dit Philias Bordua, Défendeur.  
 Une action en séparation de biens a été instituée  
 en cette cause, le 15e jour de novembre courant.  
**LAMARRE & BRODEUR,**  
 Avocats de la demanderesse.  
 Montréal, 15 novembre 1904. 3795.4

Province de Québec, }  
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
 Dame Amene Malouf, des cité et district de Mont-  
 réal, épouse de Naes Boohanna, marchand, du  
 même lieu, autorisée,  
 Demandeur ;  
 vs.  
 Le dit Naes Boohanna, Défendeur.  
 Une action en séparation de biens a été ce jour  
 instituée en cette cause.  
**GREENSHIELDS, GREENSHIELDS  
 & MACALISTER,**  
 Procureurs de la demanderesse.  
 Montréal, 9 novembre 1904. 3647.5

Province de Québec, }  
 District de Beauharnois. } *Cour Supérieure.*  
 No 1085.  
 Dame Marie R. Clara Séguin, de la paroisse de  
 Saint-Stanislas de Kostka, dit district, épouse de  
 Napoléon Lauzon, journalier, de la paroisse de  
 Sainte-Barbe, dit district, a, ce jour, institué une  
 action en séparation de corps et de biens contre son  
 dit époux.  
**BROSSOIT & BROSSOIT,**  
 Avocats de la demanderesse.  
 Salaberry de Valleyfield, 13 octobre 1904. 3659.5

Province of Quebec, }  
 District of Montreal. } *Superior Court.*  
 No. 1057.  
 Dame Annie Franchère, of the city and district  
 of Montreal, wife separated as to property of Oswald  
 Chaput, real estate agent, of the same place, has,  
 this day, taken an action for separation from to bed  
 and board against her husband.  
**HURTEAU & GIBEAULT,**  
 Attorneys for plaintiff.  
 Montreal, 9th December, 1904. 3918

Province of Quebec, }  
 District of Montreal. } *Superior Court.*  
 No 3043.  
 Dame Valentine Guenette, wife common in pro-  
 perty of Jean Bte Dépatie, laborer, of Montreal,  
 Plaintiff ;  
 vs  
 Jean Bte Dépatie, of the same place, Defendant.  
 An action in separation as to bed and property  
 has been instituted, to day, against defendant by  
 plaintiff.  
**J. O. LACROIX,**  
 Attorney for plaintiff.  
 Montreal, 2nd December, 1904. 3840

Province of Quebec, }  
 District of Montreal. } *Superior Court.*  
 No. 1069.  
 Dame Maria Côté, wife common in property of  
 Edmond Bellemare, blacksmith, of Montreal,  
 Plaintiff ;  
 vs  
 Edmond Bellemare, of the same place, Defendant.  
 An action in separation as to bed and property  
 has been instituted, to day, against defendant by  
 plaintiff.  
**J. O. LACROIX,**  
 Attorney for plaintiff.  
 Montreal, 2nd December, 1904. 3838

Province of Quebec, }  
 District of Montreal. } *Superior Court.*  
 Dame Marie Hermine Garand, of the town of Lon-  
 gueuil, wife of Philias Bordua, trader, of the  
 same place, duly authorized to appear in judicial  
 proceedings,  
 Plaintiff ;  
 vs  
 The said Philias Bordua, Defendant.  
 An action in separation as to property has been  
 instituted against the defendant, on the 15th day of  
 November, 1904  
**LAMARRE & BRODEUR,**  
 Attorneys for plaintiff.  
 Montreal, 15th November 1904. 2796

Province of Quebec, }  
 District of Montreal. } *Superior Court.*  
 Dame Amene Malouf, of the city and district of  
 Montreal, wife of Naes Boohanna, merchant, of  
 the same place, duly authorized,  
 Plaintiff ;  
 vs.  
 The said Naes Boohanna, Defendant.  
 An action for separation as to property has, this  
 day, been instituted in this cause.  
**GREENSHIELDS, GREENSHIELDS  
 & MACALISTER,**  
 Attorneys for plaintiff.  
 Montreal, 9th November, 1904. 3648

Province of Quebec, }  
 District of Beauharnois. } *Superior Court.*  
 No. 1085.  
 Dame Marie R. Clara Séguin, of the parish of  
 Saint Stanislas de Kostka, said district, wife of Na-  
 poléon Lauzon, laborer, of the parish of Sainte  
 Barbe, said district, has, this day, instituted an  
 action for separation from bed and board from her  
 said husband.  
**BROSSOIT & BROSSOIT,**  
 Attorneys for plaintiff.  
 Salaberry de Valleyfield, 13th October, 1904. 3660

Province de Québec, }  
 District de Montréal. }  
 No 796. } *Cour Supérieure.*  
 Anna Ness, épouse commune en biens de Ely }  
 Berzansky marchand, des cité et district de Mont- }  
 réal, } Demanderesse ;  
 vs  
 Ely Berzansky, marchand, du même lieu, }  
 Défendeur.  
 La demanderesse a institué une action en sépa- }  
 ration de biens contre son dit mari, le 27e jour de }  
 septembre 1904.  
**PETER BERCOVITCH,**  
 Procureur de la demanderesse.  
 Montréal, 17 octobre 1904. 3705.5

Province de Québec, }  
 District de Montréal. }  
*Cour Supérieure.*  
 Dame Albina Dansereau, épouse de Napoléon Dan- }  
 sereau, agent, de la cité et du district de Mont- }  
 réal, dûment autorisée à ester en justice, }  
 Demanderesse ;  
 vs  
 Le dit Napoléon Dansereau, }  
 Défendeur.  
 Une action en séparation de biens a été instituée }  
 en cette cause, le 11e jour de novembre courant.  
**LAMARRE & BRODEUR,**  
 Avocats de la demanderesse.  
 Montréal, 14 novembre 1904. 3633.5

*Cour Supérieure.—Quebec.*  
 No 1832  
 Dame Eliza Laliberté, de Québec, épouse commune }  
 en biens de Joseph Louis P. Fortin, du même }  
 lieu, cordonnier, } Demanderesse ; }  
 vs  
 Le dit Joseph Louis P. Fortin, de Québec, }  
 Défendeur.  
 Une action en séparation de biens a été instituée }  
 en cette cause, le 22 novembre 1904.  
**L. D. MORIN,**  
 Procureur de la demanderesse.  
 3719.5

Province de Québec, }  
 District d'Iberville. }  
 No 291. } *Cour Supérieure.*  
 Dame Régina Bessette, de la ville et du district }  
 d'Iberville, épouse commune en biens de Adé- }  
 lard Bergeron, marchand, du même lieu, et dûment }  
 autorisée à ester en justice, } Demanderesse ;  
 vs  
 Le dit Adé- }  
 lard Bergeron, } Défendeur.  
 La demanderesse a, ce jour, institué une action }  
 en séparation de biens contre le dit défendeur.  
**DEMERS & BELANGER,**  
 Avocats de la demanderesse.  
 Saint Jean, 15 décembre 1904. 4027 2

Province of Quebec, }  
 District of Montreal. }  
 No. 796. } *Superior Court.*  
 Anna Ness, wife common as to property of Ely }  
 Berzansky, merchant, of the city and district of }  
 Montreal, } Plaintiff ;  
 vs,  
 Ely Berzansky, merchant, of the same place, }  
 Defendant.  
 Plaintiff has instituted an action in separation as }  
 to property from her said husband, on the 27th day }  
 of September, 1904.  
**PETER BERCOVITCH,**  
 Attorney for plaintiff.  
 Montreal, 17th October, 1904. 3706

Province of Quebec, }  
 District of Montreal. }  
*Superior Court.*  
 Dame Albina Dansereau, of the city and district of }  
 Montreal, wife of Napoléon Dansereau, agent of }  
 the same place, duly authorized to appear in judi- }  
 cial proceedings, } Plaintiff ;  
 vs  
 The said Napoléon Dansereau, }  
 Defendant.  
 An action in separation as to property has been }  
 instituted against the defendant, on the 11th No- }  
 vember, 1904.  
**LAMARRE & BRODEUR,**  
 Attorneys for plaintiff.  
 Montreal, 14th November, 1904. 3634

*Superior Court.—Quebec*  
 No. 1832  
 Dame Eliza Laliberté, of Quebec, wife common as to }  
 property of Joseph Louis P. Fortin, of the same }  
 place, shoemaker, } Plaintiff ;  
 vs  
 The said Joseph Louis P. Fortin, of Quebec, }  
 Defendant.  
 An action in separation of property has been }  
 instituted in this cause, the 22nd November, 1904.  
**L. D. MORIN,**  
 Attorney for plaintiff  
 3720

Province of Quebec, }  
 District of Iberville. }  
 No. 291. } *Superior Court.*  
 Dame Régina Bessette, of the town and district of }  
 Iberville, wife common as to property of Adé- }  
 lard Bergeron, of the same place, trader, and duly }  
 authorized à ester en justice, } Plaintiff ;  
 vs.  
 The said Adé- }  
 lard Bergeron, } Defendant.  
 The plaintiff has, this day, instituted an action for }  
 separation as to property from the said defendant.  
**DEMERS & BELANGER,**  
 Attorneys for plaintiff.  
 Saint Johns, 15th December, 1904. 4028

PROVINCE DE QUEBEC, BARREAU DE SAINT-FRANCOIS.—PROVINCE OF QUEBEC, BAR OF SAINT FRANCIS.

Candidat pour l'admission à l'étude de la profession légale.—List of student for admission to study law.  
 Examen du 10 janvier 1905 —At examination to be held 10th January, 1905.

Nom.	Prénoms.	Residence.	Age.	Ecoles et collèges.
Name.	Surnames.			Schools and colleges.
Blais.....	J. A. Agenor.	Ham Nord. —North Ham. ....	25 ans.—Years.	Ecole Normale Laval, Québec. Université Laval, Québec.

CHAS. D. WHITE  
 Secrétaire du Barreau de Saint-François.—Secretary Bar of Saint Francis.  
 3981-82.2

## BARREAU DE MONTREAL.—BAR OF MONTREAL.

Candidats pour l'admission à l'étude du droit.—Candidates for admission to study of the law.

Examens du 10 janvier 1905.—Examinations of the 10th January, 1905.

No.	Noms. — Names.	Prénoms. — Surnames.	Age.	Résidence.	Collèges.
1	Archambault	J. H.....	21	Montréal.....	Montréal, Cours Leblond de Boissieu.
2	Bourbeau...	Désiré... ..	20	" .....	Collège de Memramcook, N. B. et le Petit Séminaire de Montréal.
3	Brosseau....	Claude. ....	19	" .....	Loyola College et Cours de M. de Kerméno.
4	Cardin.....	P. J. A. ....	25	" .....	Collège de Sorel, Leblond de Brumath et de Boissieu.
5	Creelman... .	J. J.....	22	" .....	Upper Can. Coll., Toronto & the University of Toronto.
6	Dechêne ....	Alf. M.....	21	" .....	University of Ottawa & Cours de Kerméno.
7	Demers. ....	Chs. E.....	18	" .....	Cours de Kerméno.
8	Forest.....	Alfred.....	23	" .....	Collège de Joliette et Cours de Kerméno.
9	Forget .....	Jos.....	21	Ste-Thérèse de Blainville. .	Collège Sainte-Thérèse.
10	Gaudreault..	Jos. Art ..	21	Montréal.....	Séminaire de Nicolet.
11	Guyon .....	Honoré. . .	22	" .....	Collège de Montréal, Petit Séminaire et Séminaire de Philosophie.
12	Jacobs .....	Lyon.....	18	" .....	Aberdeen School, Montreal, High School & Prof. de Boissieu.
13	Lanctot.....	Gustave. .	21	" .....	Collège de Montréal.
14	Lasalle.....	J. A.....	24	St-Thomas de Joliette. ....	Collège de Joliette.
15	Lord.....	Fortunat... .	24	Montréal.....	Collèges d'Yamachiche et de Trois-Rivières.
16	Martineau... .	Alph. ....	20	" .....	Collège de Joliette.
17	Normandean	J. E. B....	20	" .....	Collège de L'Assomption.
18	O'Meara ....	Frs. Alf... .	20	" .....	Ecole Saint-Patrice, Ottawa et Collège Bourget, de Rigaud.
19	Préfontaine..	Adrien. ....	18	" .....	Professeur F. André.
20	Raymond... .	M.....	20	" .....	Collège de Valleyfield et Sainte-Marie de Montréal et Cours de Kerméno.
21	Renaud.....	Armand. . .	18	" .....	Cours de Kerméno.
22	Robichon... .	G. H. ....	21	" .....	Mont Saint-Louis, Collège Sainte-Marie et Cours Leblond de Boissieu.
23	Roy.....	Euclide ...	23	" .....	Collège Bourget, Collège Joliette et Collège de Montréal.
24	Simard.....	Raymond..	18	" .....	Collège Loyola et cours privé de M. Colonnier.
25	Fritt.....	Sam.....	22	" .....	Aberdeen School, Hunter's Private School & Cours de Boissieu.
26	Walker. ....	Jas. H. E. .	22	" .....	Westmount Academy, Abingdon School McGill College.
27	Warren.....	Hector....	21	" .....	Séminaire de Chicoutimi de Québec et Cours de Kerméno.
28	Blackmore ..	J. E. L....	22	" .....	Harbord Collegial Institute, Toronto, & prof. Harris, Montreal.
29	Morin .....	René.....	21	.....	Collège Saint-Hyacinthe.

J. A. HURTEAU,

Secrétaire du Barreau de Montréal.—Secretary, Bar of Montreal.

Montréal, 12 décembre—12th December, 1904.

3993-84.2

## EXAMENS DU BARREAU, JANVIER.—BAR EXAMINATIONS, JANUARY, 1905

Aspirants à l'étude, section de Québec.—Candidates to study, section of Quebec.

Nom—Name.	Prénoms. — Surnames.	Age.	Domicile.	Collèges, etc.
Fortin.....	Jos. Edouard.....	20	Baie Saint-Paul.....	Collège Lévis, Université Laval.
Laliberté.....	Edgar.....	23	Saint-Jean-Deschailons.	Séminaire, Québec—Seminary.
Lavergne.....	Réal.....	20	Montmagny.....	do
Parent.....	Louis Emile.....	22	Québec.....	do
Roy.....	Jos. Romuald.....	23	Saint-Romuald.....	do

CHARLES DEGUISE,

Sec. B. Q.

Québec, 13 décembre—13th December, 1905.

3993-4.2

Tableau des aspirants à la pratique et à l'étude du droit, pour la section des Trois-Rivières.

List of candidates for admission to the practice and to the study of law, for the Three Rivers section.

Tableau des aspirants à la profession d'avocat pour l'examen qui doit avoir lieu mardi, le dixième jour de janvier 1905.

List of candidates for the profession of advocate, at the examination which is to take place on Tuesday, the tenth day of January 1905.

Noms. Names.	Prénoms. Surnames.	Age.	Résidence.
Marchand.....	Aimé.....	22 ans.—Years.....	Maskinongé.
Bourgeois.....	Charles.....	22 ans.—Years.....	Trois-Rivières.—Three Rivers.

Tableau des aspirants à l'étude de la profession d'avocat pour l'examen qui doit avoir lieu mardi, le dixième jour de janvier prochain, 1905.

List of candidates to the study of the profession of advocate, at the examination to be held on Tuesday, the tenth day of January next, 1905.

Nom. Name.	Prénom Surname	Age.	Résidence.	Collège.
Désilets.....	François.....	21 ans.—Years...	Trois-Rivières.—Three Rivers.....	Trois-Rivières.—Three Rivers.

PHILIPPE BIGUÉ,

Secrétaire du Barreau des Trois-Rivières.—Secretary Bar of Three Rivers.  
Trois-Rivières, 21 décembre 1904.—Three Rivers, 21st December, 1904. 4085-86

Avis de Faillites

Province de Québec, } Cour Supérieure.  
District de Montréal. }  
*In re C. Spector, Montréal, Insolvable.*  
Un 1<sup>er</sup> dividende a été préparé et sera payable à notre bureau, le ou après le 9 janvier 1905.

Toute contestation de tel dividende doit être déposée entre nos mains avant la date ci-haut mentionnée.

A. L. KENT,  
A. TURCOTTE,  
Curateurs conjoints.

Bureau de Kent & Turcotte,  
97, rue Saint Jacques,  
Montréal, 24 décembre 1904. 4053

Province de Québec, } Cour Supérieure.  
District d'Iberville. }  
Letourneux, Fils & Cie, limitée, Demandeurs ;  
vs

Adélar Bergeron, Défendeur.  
Avis est par le présent donné que le 15<sup>e</sup> jour de décembre 1904, par ordre de la cour, j'ai été nommé curateur à la succession du défendeur, qui a fait un abandon judiciaire de tous ses biens pour le bénéfice de ses créanciers

Toutes réclamations devront être produites d'ici à un mois.

J. M. MARCOTTE,  
Curateur.

17, Côte Place d'Armes.  
Montréal, 15 décembre 1904. 4055

Bankrupt Notices

Province of Quebec, } Superior Court.  
District of Montreal. }  
*In re C. Spector, Montreal, Insolvent.*  
A first dividend has been prepared and will be payable at our office, on or after 9th January, 1905.

Any contestation of such dividend must be deposited with us before the date above mentioned.

A. L. KENT,  
A. TURCOTTE,  
Joint curators.

Office of Kent & Turcotte,  
97, Saint James street.  
Montreal, 24th December, 1904. 4054

Province of Quebec, } Superior Court.  
District of Iberville. }  
Letourneux, Fils & Cie, Limited, Plaintiffs ;  
vs

Adelard Bergeron, Defendant.  
Notice is hereby given that on the 15th day of December, 1904, by order of the court, I have been appointed curator to the estate of the said defendant, who has made a judicial abandonment of all his assets for the benefit of his creditors.

\*Claims must be filed with me within one month.

J. M. MARCOTTE,  
Curator

17, Place d'Armes Hill.  
Montreal, 15th December, 1904. 4056

Province de Québec, }  
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
 Dans l'affaire de Philias Durand, hôtelier, de Sainte-  
 Cunégonde de Montréal, Failli ;  
 et  
 Alexandre Desmarteau, Curateur.  
 Un premier et dernier bordereau de dividende  
 a été préparé dans cette affaire, et sera sujet à  
 objection jusqu'au 10e jour de janvier 1905, après  
 laquelle date le dividende sera payable dans mon  
 bureau.

ALEXANDRE DESMARTEAU,  
 Curateur.

159<sup>2</sup>, rue Notre-Dame.  
 Montréal, 22 décembre 1904. 4115

Province de Québec, }  
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
 In re A. G. Galarneau, absent, Insolvable ;  
 et

Wm. Renaud, Curateur.  
 Un premier et final bordereau de collocation a été  
 préparé en cette cause ; les collocations seront  
 payables à mon bureau à partir du 4 de janvier  
 prochain.

Toute contestation à tel dividende devra être  
 déposée devant moi avant la date sus-mentionnée.  
 WM. RENAUD,  
 Curateur.

15, rue Saint Jacques.  
 Montréal, 19 décembre 1904. 4069

Province de Québec, }  
 District de Trois-Rivières. } *Cour Supérieure.*  
 In re O. Godin, Failli.  
 Je, soussigné, comptable, de la cité de Montréal,  
 a été dûment nommé curateur à la faillite du sus-  
 nommé par l'honorable juge Cooke, le 20e jour de  
 décembre 1904.

Les créanciers du dit failli sont requis de pro-  
 duire leurs réclamations, s'ils ne l'ont déjà fait, à  
 mon bureau, No 15, rue Saint-Jacques, Montréal,  
 dans les trente jours de la date du présent avis.  
 F. X. BILODEAU,  
 Curateur.

Montréal, 20 décembre 1904. 4067

Province de Québec, }  
 District de Montréal. } *Cour Supérieure*  
 No 208.

Dans l'affaire de Dame Isabella Muir, épouse de  
 Louis Lepage, modiste, de Montréal, Faillie.  
 Avis est par le présent donné qu'un premier et  
 dernier bordereau de dividendes a été préparé dans  
 cette affaire, et sera payable le 12e jour de janvier  
 1905, dans mon bureau.

Toute opposition au dit dividende devra être dé-  
 posée avant cette date.

M. J. DOHERTY,  
 Curateur.

426, rue Saint-Paul, Montréal. 4077

Province de Québec, }  
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
 Dans l'affaire de Dame Bella Caplan, faisant affaires  
 sous le nom de "Manchester Clothing Co. of  
 Canada," Montréal, Faillie.

Avis est par le présent donné qu'un premier et  
 dernier bordereau de dividendes a été préparé dans  
 cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'à lundi,  
 le 9e jour de janvier 1905, après laquelle date les  
 dividendes seront payables dans mon bureau, Bâ-  
 tisse Fraser, 43, rue Saint-Sacrement.

JOHN McD. HAINS,  
 Curateur.

Montréal, 21 décembre 1904. 4097

Province de Québec, }  
 District de Saint-François, } *Cour Supérieure*  
 In re Charron & Roy, de Bromptonville, Qué.,  
 Faillie.

Un premier et dernier bordereau de dividende a  
 été préparé en cette affaire, sujet à objection jusqu'au

Province of Quebec, }  
 District of Montreal. } *Superior Court.*  
 In the matter of Philias Durand, restaurant keeper,  
 of Sainte Cunégonde of Montreal, Insolvent ;  
 and

Alexandre Desmarteau, Curator.  
 A first and final dividend sheet has been prepared  
 in this matter, and will be open to objection until  
 the 10th day of January, 1905, after which date  
 dividend will be payable at my office.

ALEXANDRE DESMARTEAU,  
 Curator.

1598, Notre Dame street.  
 Montreal, 22nd December, 1904. 4116

Province of Quebec, }  
 District of Montreal. } *Superior Court*  
 In re A. G. Galarneau, absentee, Insolvent ;  
 and

Wm. Renaud, Curator.  
 A first and final bordereau of dividend has been  
 prepared in this cause ; the collections will be  
 payable at my office, from the 4th day of January  
 next.

Any contestation to such dividend must be  
 deposited with me before the date above mentioned.  
 WM. RENAUD,  
 Curator.

15, Saint James street.  
 Montreal, 19th December, 1904. 4070

Province of Quebec, }  
 District of Three Rivers. } *Superior Court.*  
 In re O. Godin, Insolvent.

I, the undersigned, accountant, of the city of  
 Montreal, have been appointed curator to above  
 named insolvent estate by Honorable judge Cooke,  
 on the 20th day of December, 1904.

Creditors of said insolvent are requested to pro-  
 duce their claims at my office, if they have not  
 already done so, No. 15, Saint James street, within  
 thirty days from date of present notice.

F. X. BILODEAU,  
 Curator.

Montreal, 20th December, 1904. 4068

Province of Quebec, }  
 District of Montreal. } *Superior Court.*  
 No. 208.

In the matter of Dame Isabella Muir, wife of Louis  
 Lepage, milliner, of Montreal, Insolvent.  
 Public notice is hereby given that a first and final  
 dividend sheet has been prepared in this matter,  
 and will be payable on the 12th day of January,  
 1905, at my office.

Any opposition to the said dividend must be filed  
 before that date.

M. J. DOHERTY,  
 Curator.

426, Saint Paul street, Montreal. 4078

Province of Quebec, }  
 District of Montreal. } *Superior Court.*  
 In the matter of Dame Bella Caplan, trading as  
 Manchester Clothing Co. of Canada, Montreal,  
 Insolvent.

Notice is hereby given that a first and final divid-  
 end sheet has been prepared in this matter, open  
 to objection until Monday, 9th day of January,  
 1905, after which date dividends will be payable at  
 my office, Fraser Building, 43, Saint Sacrament  
 street.

JOHN McD. HAINS,  
 Curator.

Montreal, 21st December, 1904. 4098

Province of Quebec, }  
 District of Saint Francis. } *Superior Court.*  
 In re Charron & Roy, of Bromptonville, Que.,  
 Insolvents.

A first and final dividend sheet has been pre-  
 pared in this matter, open to objection until the

10ème jour de janvier 1905, après laquelle date le dividende sera payable à mon bureau.

J. P. ROYER,  
Curateur.

Bureau de J. P. Royer,  
No 87, rue Wellington, Sherbrooke, Qué.  
Sherbrooke, 21 décembre 1904. 4083

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
Dans l'affaire de D. Goldberg & Fils, Montréal,  
Faillis.

Avis est par le présent donné qu'un premier et dernier bordereau de dividendes a été préparé dans cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'à lundi, le 9e jour de janvier 1905, après laquelle date les dividendes seront payables dans mon bureau, Bâtisse Fraser, 43, rue Saint Sacrement.

JOHN McD. HAINS,  
Curateur.  
4099

Montréal, 21 décembre 1904.

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
No 271.

Dans l'affaire de Myer Sanft & Bernard Finklestein, Montréal, (Montreal Instalment Co.), Faillie.

Avis est par le présent donné que le 19e jour de décembre 1904, nous avons été nommés curateurs conjoints des biens des dits faillis.

Toutes personnes ayant des réclamations contre les dits faillis sont requises de les produire, dûment attestées, sous trente jours.

ARTHUR W. WILKS,  
J. WILFRID MICHAUD,  
Curateurs conjoints.

Bureau de Wilks & Michaud,  
Montréal, 19 décembre 1904. 4073

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
No 272.

Dans l'affaire de Dora Mendel, de Montréal,  
Faillie.

Avis est par le présent donné que le 19e jour de décembre 1904, par ordre de la cour, nous avons été nommés curateurs conjoints des biens de la dite faillie.

Toutes personnes ayant des réclamations contre la dite faillie sont requises de les produire, attestées sous serment, sous trente jours de cette date.

ARTHUR W. WILKS,  
J. WILFRID MICHAUD,  
Curateurs conjoints.

Bureau de Wilks & Michaud,  
205, rue St Jacques.  
Montréal, 19 décembre 1904. 4071

Province de Québec, }  
District de Québec. } *Cour supérieure.*

Dans l'affaire de Omer Bolduc, Québec,  
Failli.

Avis est par le présent donné que Omer Bolduc, marchand de fourrures, de Québec, a le 16 décembre 1904, fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure pour le district de Québec.

GEORGE DARVEAU,  
Gardien provisoire.

Bureau : 244, rue Saint-Joseph.  
Québec, 21 décembre 1904. 4107

Avis est donné que les soussignés ont été nommés curateurs conjoints dans l'affaire de Omer Lechasseur, de Lévis, marchand, insolvable.

Les créanciers du dit insolvable sont requis de produire leurs réclamations, dûment assermentées, dans un délai de trente jours de cette date.

LEFAIVRE & TASCHEREAU,  
Curateurs conjoints.

Québec, 21 décembre 1904. 4103

10th day of January next, 1905, after which date dividend will be payable at my office.

J. P. ROYER,  
Curator.

Office of J. P. Royer,  
No. 87, Wellington street, Sherbrooke, Que.  
Sherbrooke, 21st December, 1904. 4084

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court*  
In the matter of D. Goldberg & Son, Montreal,  
Insolvents.

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared in this matter, open to objection until Monday, 9th day of January, 1905, after which date dividends will be payable at my office, Fraser Building, 43, Saint Sacrement street.

JOHN McD. HAINS,  
Curator-  
4000

Montreal, 21st December, 1904.

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*  
No. 271.

In re Myer Sanft & Bernard Finklestein, Montreal, (Montreal Instalment Co.), Insolvents.

Notice is hereby given that on the 19th day of December, 1904, we were appointed joint curators to the estate of the said insolvents.

All parties having claims against said insolvents are requested to file same, duly attested, under oath within thirty days.

ARTHUR W. WILKS,  
J. WILFRID MICHAUD,  
Joint curators.

Office of Wilks & Michaud,  
Montréal, 19th December, 1904 4074

Province of Québec, }  
District of Montréal. } *Superior Court.*  
No. 272.

In the matter of Dora Mendel, Montreal,  
Insolvent.

Notice is hereby given that on the 19th day of December, 1904, by order of this court, we were appointed joint curators to the estate of the said insolvent.

All parties having claims against said insolvent are requested to file same, attested under oath, within 30 days from this date.

ARTHUR W. WILKS,  
J. WILFRID MICHAUD,  
Joint curators.

Office of Wilks & Michaud,  
205, Saint-James street.  
Montréal, 19th December, 1904. 4072

Province of Québec, }  
District of Québec. } *Superior Court.*

In the matter of Omer Bolduc, Québec,  
Insolvent.

Notice is hereby given that on the 16th December, 1904, Omer Bolduc, dealer in furs, of Québec, has made a judicial abandonment of his property for the benefit of his creditors, at the protonotary's office of the superior court for the district of Québec.

GEORGE DARVEAU,  
Provisional guardian.

Office : 244, Saint Joseph street.  
Québec, 21st December, 1904. 4108

Notice is given that the undersigned have been appointed joint curators in the matter of Omer Lechasseur, of Lévis, merchant, insolvent.

Creditors of the said insolvent are required to file their claims, duly attested, within thirty days from this date.

LEFAIVRE & TASCHEREAU,  
Joint curators.

Québec, 21st December, 1904. 4104

Province of Québec, }  
 District of Québec. } *Cour Supérieure.*  
 Dans l'affaire de Thomas Migner, Québec. Failli.

Avis est par le présent donné qu'en vertu d'un jugement de l'honorable juge, en date du 16 décembre 1904, j'ai été nommé curateur aux biens du dit failli.

Les créanciers du dit failli sont requis de produire leurs réclamations à mon bureau, dans un délai de trente jours à compter de la date du présent avis.

GEO. DARVEAU,  
 Curateur.

Bureau : 244, rue Saint-Joseph.  
 Québec, 16 décembre 1904. 4105

Province of Québec, }  
 District of Trois Rivières. } *Cour Supérieure.*  
 In re Joseph Artem Carès, Saint-Boniface de Shawenegan, Québec. Failli.

Avis est donné que le dix-neuvième jour de décembre 1904, les soussignés ont été nommés, par une ordonnance de la cour, curateurs aux biens du dit failli, qui a fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations, attestées sous serment, doivent être produites entre nos mains dans les trente jours de cet avis.

A. LAMARCHE,  
 M. BENOIT,  
 Curateurs conjoints.

No 2, Place d'Armes, Montréal.  
 Montréal, 21 décembre 1904. 4093

*District de Rimouski.*

Joseph Côté, de Sainte-Flavie, marchand, a, le 22 décembre 1904, fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure du district de Rimouski, conformément à la loi.

V. E. PARADIS,  
 Gardien provisoire.

Bureau : 44, rue Dalhousie,  
 Bâtisse de la Cie Richelieu.  
 Québec, 22 décembre 1904. 4125

*District de Québec.*

Philippe Cloutier, du Lac-aux-Sables, marchand, a, le 21 décembre 1904, fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure du district de Québec, conformément à la loi.

V. E. PARADIS,  
 Gardien provisoire.

Bureau : 44, rue Dalhousie,  
 Bâtisse de la Cie Richelieu.  
 Québec, 22 décembre 1904. 4123

*District de Trois-Rivières.*

Madame Julie Anna Blais, de Saint-Tite, comté Champlain, a, le 15 décembre 1904, fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure du district de Trois-Rivières, conformément à la loi.

V. E. PARADIS,  
 Gardien provisoire.

Bureau : 44, rue Dalhousie,  
 Bâtisse de la Cie Richelieu.  
 Québec, 22 décembre 1904. 4127

Avis est donné que Josephat Lechasseur, de Lévis, marchand, a fait cession de ses biens, le 22 décembre 1904.

LEFAIVRE & TASCHEREAU,  
 Gardiens provisoires.

4119

Province of Québec, }  
 District of Québec. } *Superior Court.*  
 In the matter of Thomas Migner, Québec. Insolvent.

Notice is hereby given that by judgment of the Honorable judge, dated the 16th day of December, 1904, I have been appointed curator to the estate of the said insolvent.

Creditors of the said insolvent are required to file their claims at my office, within thirty days from the date of the present notice.

GEO. DARVEAU,  
 Curator.

Office : 244, Saint Joseph street.  
 Québec, 16th December, 1904. 4106

Province of Québec, }  
 District of Three Rivers. } *Superior Court*  
 In re Joseph Artem Carès, Saint Boniface de Shawenegan, Québec. Insolvent.

Notice is given that on the nineteenth day of December, 1904, by order of the court, the undersigned have been appointed joint curators to the estate of the said insolvent, who has made an assignment of his assets for the benefit of his creditors.

Claims, attested under oath, must be filed at our office within thirty days from this notice.

A. LAMARCHE,  
 M. BENOIT,  
 Joint curators.

No. 2, Place d'Armes, Montreal  
 Montreal, 21st December, 1904. 4094

*District of Rimouski*

Joseph Côté, of Sainte Flavie, merchant, has, on the 22nd December, 1904, made a judicial assignment of his property for the benefit of his creditors, at the protonotary's office of the superior court for the district of Rimouski, according to law.

V. E. PARADIS,  
 Provisional guardian.

Office : 44, Dalhousie street,  
 Richelieu & Ont. Nav. Co. Building  
 Québec, 22nd December, 1904. 4126

*District of Québec.*

Philippe Cloutier, of Lac aux Sables, merchant, has, on the 21st of December, 1904, made a judicial assignment of his property for the benefit of his creditors, at the protonotary's office of the superior court for the district of Québec, according to law.

V. E. PARADIS,  
 Provisional guardian.

Office : 44, Dalhousie street.  
 Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.  
 Québec, 22nd December, 1904. 4124

*District of Three Rivers.*

Mrs. Julie Anna Blais, of Saint Tite, county of Champlain, has, on the 15th of December, 1904, made a judicial assignment of her property for the benefit of her creditors, at the protonotary's office of the superior court for the district of Three Rivers, according to law.

V. E. PARADIS,  
 Provisional guardian.

Office : 44, Dalhousie Street,  
 Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.  
 Québec, 22nd December, 1904. 4128

Notice is given that Josephat Lechasseur, merchant, of Lévis, have made an assignment of his estate, on the 22nd of December, 1904.

LEFAIVRE & TASCHEREAU,  
 Provisional guardians.

4120

Province de Québec, }  
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
*In re E. Sénécal & Co., Montreal, Insolvable.*  
 Avis vous est donné que le 22e jour de décembre 1904, par un ordre de la cour, nous avons été nommés curateurs conjoints à la succession des sus-nommés, qui ont fait une cession judiciaire de tous leurs biens et effets pour le bénéfice de leurs créanciers.

Les réclamations, attestées sous serment, doivent être produites entre nos mains dans les trente jours de cet avis.

P. J. CHARTRAND,  
 P. L. TURGEON,  
 Curateurs conjoints.

Bureau de Chartrand & Turgeon,  
 180, rue Saint-Jacques, Montréal. 4121

Province of Quebec, }  
 District of Montreal. } *Superior Court.*  
*In re E. Sénécal & Co., Montreal, Insolvents.*  
 Notice is given that on the 22nd day of December, 1904, by order of the court, we were appointed joint curators to the estate of the above named, who have made a judicial abandonment of all their assets for the benefit of their creditors.

Sworn claims must be filed at our office within one month from this notice.

P. J. CHARTRAND,  
 P. L. TURGEON,  
 Joint curators.

Office of Chartrand & Turgeon,  
 180, Saint James street, Montreal. 4122

### Règle de Cour

Province de Québec, }  
 District de Joliette. } *Cour Supérieure.*  
 No 3578.

Mercredi, le 7 décembre 1904.

Présent : L'hon. Cha. C. de Lorimier, J. C. S.  
 Joseph Gagné, cultivateur, de la ville des Laurentides, dans le district de Joliette, Demandeur ;

vs.

Alphonse Proulx dit Clément, des cité et district de Montréal, et autres, ès qualité, et comme héritiers de feu l'abbé J. B. Proulx.

Défendeurs ;

et

Dame Octavie Ethier et autres, Opposants.

Vu la requête du demandeur et l'insolvabilité alléguée des défendeurs ès qualité, il est ordonné que les créanciers des défendeurs ès qualité soient appelés par un avis à être publié deux fois en langues anglaise et française dans la *Gazette Officielle de Québec*, à produire leurs réclamations sous quinze jours de la date de la première insertion du présent avis, dans la dite *Gazette Officielle de Québec*.

Par le juge,

Pour vraie copie  
 McCONVILLE & DUCHARME,  
 4001.2 P. C. S.

### Licitations

Province de Québec, }  
 District de Chicoutimi. } *Cour Supérieure.*

#### LICITATION.

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la cour supérieure, siégeant à Chicoutimi, dans le district de Chicoutimi, le 22 décembre 1904, dans une cause dans laquelle Elie Desbiens, de Chicoutimi, cultivateur, est Demandeur ; et Alphée Desbiens, de Chicoutimi, cultivateur, tant personnellement qu'en sa qualité de tuteur d'abord élu en justice à Joseph Desbiens, du même lieu, enfant mineur issu de son mariage en premières noces avec feu Dame Amédée alias Médée Gauthier et Hyppolite Tremblay, aussi de Chicoutimi, en sa qualité de tuteur ad hoc élu en justice au dit Joseph Desbiens, sont Défendeurs, ordonnant la licitation de l'immeuble suivant, savoir :

Une terre contenant une superficie d'environ 436 acres et comprenant suivant le cadastre officiel de la paroisse de Chicoutimi : 1° Les lots un-A, un-B et deux-A, du quatrième rang sud-ouest du chemin Sydenham, dans le canton Chicoutimi, contenant au total ces trois lots une superficie d'environ 176 acres. 2° Les lots numéro un et deux, du cinquième rang sud-

### Rule of Court

Province of Quebec, }  
 District of Joliette. } *Superior Court.*  
 No. 3578

Wednesday, the 7th of December, 1904.

Present : the Hon. Cha. C. de Lorimier, J. S. C.  
 Joseph Gagné, farmer, of the town of Laurentides, in the district of Joliette, Plaintiff ;

vs

Alphonse Proulx dit Clément, of the city and district of Montreal, and others, ès qualité, and as heirs of the late abbé J. B. Proulx,

Defendants ;

and

Dame Octavie Ethier and others, Opposants.

Seeing the plaintiff's petition and the allegation of the insolvency of the defendants ès qualité, it is ordered that the creditors of the defendants ès qualité be called on, by a notice to be published twice, in the english in french languages, in the *Quebec Official Gazette*, to file their claims within fifteen days from the date of the first insertion of the said notice, in the said *Quebec Official Gazette*.

By the Judge.

True copie,  
 McCONVILLE & DUCHARME,  
 4002 P. S. C.

### Licitations

Province of Quebec, }  
 District of Chicoutimi. } *Superior Court.*

#### LICITATION.

Notice is given that in virtue of a judgment of the superior court, sitting at Chicoutimi, in the district of Chicoutimi, on the 22nd of December, 1904, in a suit in which Elie Desbiens, of Chicoutimi, farmer, is Plaintiff ; and Alphée Desbiens, of Chicoutimi, farmer, both personally and as tutor duly appointed to Joseph Desbiens, of the same place, minor child issue of his first marriage with the late Dame Amédée alias Médée Gauthier and Hyppolite Tremblay, also of Chicoutimi, in his quality of tutor ad hoc duly appointed to the said Joseph Desbiens, are Defendants, ordering the licitation of a certain immoveable property described as follows, to wit :

A land containing an area of about 436 acres and comprising according to the official cadastre of the township of Chicoutimi : 1° The lots one-A, one B and two-A, of the fourth range south west of the road Sydenham, in the township Chicoutimi, containing in all those three lots an area of about 176 acres. 2. The lots numbers one and two, of the fifth

ouest du chemin Sydenham, dans le canton Chicoutimi, contenant au total ces deux lots une superficie d'environ 210 acres. 3° Le lot numéro un-A, du sixième rang sud-ouest du chemin Sydenham, du canton Chicoutimi, contenant ce lot une superficie d'environ cinquante acres — avec ensemble toutes les bâtisses érigées sur ce terrains et autres dépendances.

L'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur, le VINGT-SIXIÈME jour de JANVIER (1905), cour tenante, dans la salle d'audience du palais de justice de Chicoutimi; sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges, déposé au greffe du protonotaire de cette cour; et que toute opposition, afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour, au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication; et que toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et, à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent avis, elles seront forcloses de le faire.

ALAIN & LAPOINTE,  
Procureurs du demandeur.

22 décembre 1904. 4081  
[Première publication, 24 décembre 1904.]

Province de Québec,  
District de Montréal. } — Cour Supérieure.  
No 2480.

Avis est par le présent donné que, par et en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure, siégeant à Montréal, dans le district de Montréal, le 16e jour de juin 1904, dans une cause où Mary Charlotte McGillis, des cité et district de Montréal, veuve de feu Robert William Harwood, en son vivant du même lieu, gentilhomme, est Demanderesse; et Ewen McGillis, du même lieu, Marie Sophia McGillis, de Lethbridge, dans le district d'Alberta, Territoires du Nord-Ouest, épouse de Alexandre Roderick Macdonell, du même lieu, de lui dûment autorisée, John Caldwell McGillis, des dits cité et district de Montréal, William J. Jarvis, du même lieu, en sa qualité de tuteur dûment nommé à Morrison Marshall Ewen Jarvis, enfant mineur, du même lieu, Robert Andrews McGillis, du même lieu, tous deux personnellement et en sa qualité d'exécuteur testamentaire de Elizabeth Caldwell, veuve de feu John McGillis, de Montréal susdit, John William Harwood, ci-devant des cité et district de Montréal, maintenant de Pincher Creek, dans le district d'Alberta, Territoires du Nord-Ouest, en sa qualité d'exécuteur testamentaire de la dite Elizabeth Caldwell, sont Défendeurs; et Victor Morin, des dits cité et district de Montréal, en sa qualité de curateur aux substitutions créées en vertu du testament d'Elizabeth Caldwell; et Edward A. Barton, de la ville de Longueuil, dit district de Montréal, en sa qualité de curateur à la substitution créée en vertu du testament de feu William Hugh Caldwell McGillis, sont mis en cause, ordonnant la licitation de certains immeubles décrits comme suit, savoir:

1 Ce lot maintenant connu comme subdivision numéro huit, de la subdivision officielle du lot numéro seize cent trente-six, des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Antoine, dans la dite cité de Montréal—avec la maison ayant le front en pierre, connue sous les Nos 379 et 379 A, de la rue Saint-Antoine, et autres bâtisses sus-érigées et sujet aux baux existants.

2° Un emplacement maintenant connu comme la partie nord-ouest du lot numéro onze cent vingt-cinq, des plan et livre de renvoi officiels du dit quartier Saint-Antoine; le dit emplacement contenant vingt-six pieds de largeur sur quatre-vingt-huit pieds de profondeur, plus ou moins, mesure anglaise; borné en front par la rue Hanover, en arrière par la rue Sainte-Geneviève, au nord-ouest

range south west of the road Sydenham, in the township Chicoutimi, containing in all those two lots an area of about 210 acres. 3. The lot number one-A, of the sixth range south west of the road Sydenham, of the township Chicoutimi, containing this lot an area of about fifty acres—together with all the buildings erected on the lots hereinabove described and other dependencies.

The immovable hereinabove described will be put up to auction and adjudged to the last and highest bidder, on the TWENTY SIXTH day of JANUARY (1905), sitting the court, in the court room of the court house of Chicoutimi; subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges, deposited in the office of the protonotary of the said court; and any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation, must be filed in the office of the protonotary of the said court, at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication; and any oppositions for payment must be filed within 6 days after the adjudication; and failing the parties to file such oppositions within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

ALAIN & LAPOINTE,  
Plaintiffs' attorneys.

22nd December, 1904. 4082  
[First published, 24th December, 1904.]

Province of Quebec,  
District of Montreal. } Superior Court.  
No. 2480.

Notice is hereby given that, under and by virtue of a judgment of the Superior Court, sitting at Montreal, in the district of Montreal, on the 16th of June, 1904, in a cause in which Mary Charlotte McGillis, of the City and District of Montreal, widow of late Robert William Harwood, in his lifetime of the same place, gentleman, is Plaintiff; and Ewen McGillis, of the same place, Mary Sophia McGillis, of Lethbridge, in the district of Alberta, North West Territories, wife of Alexander Roderick Macdonell, of the same place, by him duly authorized, John Caldwell McGillis, of said city and district of Montreal, William J. Jarvis, of the same place, in his quality of tutor duly appointed to Morrison Marshall Ewen Jarvis, a minor, of the same place, Robert Andrews McGillis, of the same place, both personally and in his quality of executor under the last will and testament of Elizabeth Caldwell, widow of late John McGillis, of said Montreal, John William Harwood, heretofore of the City and District of Montreal, now of Pincher Creek, in the district of Alberta, North West Territories, in his quality of executor under last will and testament of said Elizabeth Caldwell, are Defendants; and Victor Morin, of said city and district of Montreal, in his quality of curator in the substitutions created under the last will of Elizabeth Caldwell; and Edward A. Barton, of the town of Longueuil, said district of Montreal, in his quality of curator to the substitution created under the last will and testament of late William Hugh Caldwell McGillis, are *mis en cause*, ordering the licitation of certain immovables described as follows, to wit:

1. That certain lot now known as subdivision number eight, of the official subdivision of lot number sixteen hundred and thirty-six, on the official plan and book of reference of the Saint Antoine ward, in said city of Montreal—with the stone front house, known as Nos. 379 and 379 A, of Saint Antoine street, and outbuildings thereon erected and subject to the existing leases thereof.

2. An emplacement now known as the north westerly part of lot number eleven hundred and twenty five, on the official plan and book of reference of the said Saint Antoine ward; containing said emplacement twenty six feet in width by eighty eight feet in depth, more or less, english measure; bounded in front by Hanover street, in rear by Sainte Geneviève street, to the north west

par le lot No 1124, sur le dit plan, et au sud-est par une autre partie du dit lot No 1125—avec une maison à deux étages en pierre et en briques et autres bâtisses sus-érigées, sujet aux baux existants.

3° Ce lot maintenant connu sous le numéro dix-sept cent quatre-vingts, des plan et livre de renvoi officiel du dit quartier Saint-Antoine—avec la maison et autres bâtisses sus-érigées et avec les droits y appartenant, et sujet aux baux existants.

Les immeubles ci-dessus décrits seront mis à l'enchère et adjugés au plus offrant et dernier enchérisseur, le ONZIEME jour de JANVIER prochain, 1905, à DIX heures ET DEMIE de l'avant-midi, dans la Cour de Pratique, chambre No 31, du palais de justice de Montréal; sujets aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges, déposé au greffe du protonotaire de la dite cour; et toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour, au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication; et toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et, à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

LIGHTHALL & HARWOOD,

Procureurs de la demanderesse.

Montréal, 20 novembre 1904. 3735.2

[Première publication, 3 décembre 1904.]

### Ratification

Province de Québec, }  
District de Montréal. } Cour Supérieure.

Ex parte :

#### RATIFICATION.

Avis est par le présent donné qu'il a été déposé au greffe du protonotaire de la cour supérieure du district de Montréal, un acte fait et passé à Montréal, le premier jour de novembre 1904, devant Mre Robert A. Duntou, notaire, entre Dame Mary Elliott, demeurant en la dite cité de Montréal, femme séparée de biens par contrat de mariage avec Andrew T. Taylor, de la même place, architecte, et par lui dûment autorisée, et Charles James Patton, demeurant dans la dite cité de Montréal, médecin.

Le dit acte étant une vente par la dite Dame Mary Elliott au dit Charles James Patton, des immeubles suivants, savoir :

Un emplacement situé dans le quartier Saint-Antoine, de la cité de Montréal, connu et désigné comme faisant partie du lot numéro seize cent cinquante et un, aux plan et livre de renvoi officiels du dit quartier, et composé :

1° De toute la subdivision treize, au plan de subdivision dûment fait et déposé du dit lot officiel (1651-13), laquelle contient vingt-cinq pieds de largeur en front et en arrière, et en profondeur de quatre-vingt-trois pieds d'un côté et quatre-vingt-onze pieds de l'autre côté, ayant une superficie totale de deux mille cent soixante et quinze pieds, mesure anglaise, plus ou moins, et contenue dans les bornes suivantes, savoir : en front par l'avenue Essex, en arrière par une ruelle étant la subdivision six, du dit lot officiel (1651-6), d'un côté au sud-est par la subdivision douze, du dit lot (1651-12), et de l'autre côté au nord-ouest par le terrain ci-après décrit.

2. De la partie sud-est de la subdivision quatorze, du dit lot officiel (1651-14), contenant cinq pieds en largeur par soixante et douze pieds en profondeur, mesure anglaise, plus ou moins; bornée en front par l'avenue Essex, d'un côté au sud-est par la sub-

by lot No. 1124, on said plan, and to the south east by another part of said lot No. 1125—and having a two story stone and brick house and outbuilding thereon erected, subject to the existing leases thereof.

3. That certain lot now known as number seventeen hundred and eighty, on the official plan and book of reference of the said Saint Antoine ward—with the dwelling house and other buildings thereon and with the rights thereto appertaining, and subject to the existing leases thereof.

The properties above described will be put up to auction and adjudged to the last and highest bidder, on the ELEVENTH day of JANUARY next, 1905, at HALF PAST TEN of the clock in the forenoon, in the practice court, room No. 31, of the court house, in Montreal; subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges, deposited in the office of the prothonotary of the said court; and that any opposition to annul, to secure charges or to withdraw, to be made to the said licitation must be filed in the office of the prothonotary of the said court, at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication; and that any opposition for payment must be filed within six days after adjudication, and failing the parties to file such oppositions within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

LIGHTHALL & HARWOOD,

Attorneys for plaintiff.

Montreal, 20th November, 1904. 3736

[First published, 3rd December, 1904.]

### Ratification

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } Superior Court.

Ex parte :

#### RATIFICATION.

Notice is hereby given that there has been lodged in the office of the prothonotary of the superior court in the district of Montreal, a deed executed at Montreal, on the first day of November, 1904, before Robert A. Duntou, notary, between Dame Mary Elliott of the said city of Montreal, wife separate as to property by contract of marriage with Andrew T. Taylor, of the same place, architect, by her husband duly authorized, and Charles James Patton, of the said city of Montreal, physician.

The said act being a sale by the said Dame Mary Elliott, to the said Charles James Patton, of the following immovables, to wit :

An emplacement situate in the Saint Antoine ward, of the city of Montreal, known and designated as forming part of lot number sixteen hundred and fifty one, on the official plan and book of reference of the said ward, and composed :

1. Of the whole of subdivision thirteen, on the subdivision plan duly made and filed of the said official lot (1651-13), which contains twenty five feet in width in front and in rear, and a depth of eighty three feet on one side, and ninety one feet on the other side, and a total area of two thousand one hundred and seventy five feet, english measure and more or less, and contained within the following boundaries, to wit : in front by Essex avenue, in rear by a lane being subdivision six, of the said official lot (1651-6), on one side to the south east by subdivision twelve, of the said lot (1651-12), and on the other side to the north west by the piece of land hereinafter described.

2. Of the south eastern portion of the subdivision fourteen, of the said official lot (1651-14), containing five feet in width by seventy two feet in depth, english measure and more or less; bounded in front by Essex avenue, on one side to the south east by

division treize ci dessus décrite, et de l'autre côté et en arrière par le résidu de la dite subdivision quatorze; déduction à être faite de la dite partie de la subdivision d'une quantité semblable à celle occupée par l'écuries sur le résidu de la dite subdivision. L'acheteur s'engageant à ne pas intervenir dans l'occupation du toit de la dite écurie qui existe au-dessus de la propriété à présent vendue—avec la maison y érigée, dont le mur du toit est mitoyen, avec le droit de passage en commun avec d'autres dans la dite ruelle en arrière, connue comme subdivision six, et dans la ruelle communiquant avec celle connue comme subdivision cinq, du dit lot No 1651.

Telle que la dite propriété existe avec tous ses droits, circonstances et dépendances, sans exception ou réserve aucune de la part du vendeur.

Les dits immeubles sus-vendus sont la propriété et sont en la possession du dit Charles James Patton, depuis la date du dit acte de vente qui a été dûment enregistré au bureau d'enregistrement de Montréal-Ouest, sous le numéro 139,865, et les mêmes immeubles étaient auparavant la propriété et en la possession de la dite Dame Mary Elliot depuis plus de trois années consécutives, finissant à la date du dit acte de vente; et toutes personnes qui réclament quelques privilèges ou hypothèques sur les dits immeubles sont averties qu'il sera présenté à la dite cour supérieure, le premier jour de février mil neuf cent cinq, une demande en ratification de titre, et à moins que leurs réclamations ne soient telles que le régistrateur est tenu par le Code de procédure civile de les sanctionner dans son certificat à être produit dans ce cas, elles sont par le présent requises de signifier leurs oppositions par écrit, et de les produire au greffe du dit protonotaire dans les six jours après le dit jour, à défaut de quoi, elles seront pour toujours forecloses du droit de ce faire.

J. B. A. TISON,  
Député protonotaire C. S.  
FLEET, FALCONER, COOK & McMASTER,  
Avocats des requérants.  
Montréal, 9 décembre 1904. 3905.2  
[Première publication, 17 décembre 1904.]

### Ventes par le Sherif—Arthabaska

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.  
Cour Supérieure—District d'Arthabaska.  
Arthabaska, à savoir: } VINCESLAS DIONNE,  
No. 242. } Demandeur; contre  
GEORGE LAVERTU, Défendeur.

Une terre de quatre arpents, plus ou moins, sise et située sur le lot numéro neuf, dans le neuvième rang du canton de Chester—avec les bâtisses dessus construites, maintenant connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels pour le dit canton de Chester, sous le numéro deux cent quatre-vingt-deux (282); à distraire un emplacement vendu à W. D. Dubois dans la partie nord est, suivant son titre, et un autre emplacement vendu à L. D. Roberge, suivant son titre.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Saint-Paul de Chester, le QUATRIÈME jour de JANVIER prochain (1905), à ONZE heures de l'avant-midi.

P. L. TOUSIGNANT, Sheriff.  
Bureau du Shérif, Arthabaska, 2 décembre 1904. 3797.2  
[Première publication, 3 décembre 1904.]

subdivision thirteen above described, and on the other side and in rear by the remainder of said subdivision fourteen; deduction to be made from the said portion of subdivision of so much thereof as is occupied by the stable on the remainder of said subdivision. The purchaser not in any way to interfere with the roof of the said stable so long as it projects over the property now sold—with the house thereon erected, of which the south east gable wall is mitoyen, with the right of passage in common with others in said lane in rear, known as subdivision six, and in lane communicating therewith known as subdivision five, of said lot No. 1651.

As the said property now subsists with all its rights members and appurtenances, without exception or reserve of any kind on the part of the vendor.

The said immovables sold as above are the property and are in possession of the said Charles James Patton, since the date of the said deed of sale which was duly registered in the registrar's office of the registration division of Montreal West, under the number 139,865, and the same immovables were previously the property and in possession of the said Dame Mary Elliott for over three consecutive years, finishing at the date of the said deed of sale; and all persons who claim any privileges or hypotheses upon the said immovables are hereby notified that application will be made to the said superior court, on the first day of February, 1905, for judgment and confirmation of title, and that unless their claims are such as the registrar is bound by the provisions of the code of civil procedure to include in his certificate to be filed in this case, they are hereby required to serve their opposition in writing, and file the same in the office of the said prothonotary six days after the said day, in default of which they will be forever precluded from the right of so doing.

J. B. A. TISON,  
Deputy prothonotary, S. C.  
FLEET, FALCONER, COOK & McMASTER,  
Attorneys for the petitioners.  
Montreal, 9th December, 1904. 3906  
[First published, 17th December, 1904.]

### Sheriff's Sales—Arthabaska

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.  
Superior Court.—District of Arthabaska.  
Arthabaska, to wit: } VINCESLAS DIONNE,  
No. 242. } Plaintiff; against  
GEORGE LAVERTU, Defendant.

A farm of four arpents, more or less, lying and being on lot number nine, in the ninth range of the township of Chester—with the buildings thereon erected, now known and described on the official plan and book of reference for said township of Chester, under number two hundred and eighty two (282); to distract however an emplacement sold to W. D. Dubois and the north east part, as per title, and another emplacement sold to L. D. Roberge, as per title.

To be sold at the parochial church door of Saint Paul of Chester, on the FOURTH day of JANUARY next (1905), at ELEVEN o'clock in the forenoon.

P. L. TOUSIGNANT, Sheriff.  
Sheriff's Office, Arthabaska, 2nd December, 1904. 3798  
[First published, 3rd December, 1904.]

## Ventes par le Shérif—Iberville

**AVIS PUBLIC** est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

## MANDAT DU CURATEUR.

## FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Cour Supérieure—District d'Iberville.*

Canada, Province de Québec, District d'Iberville, No 13. } **IN RE A. F. GERVAIS,** créancier requérant, et **L. E. LORTIE,** Débiteur insolvable, et **C. H. Beauchemin,** curateur, savoir :

Un lot de terre sis et situé au côté ouest de la rue Champlain, en la ville de Saint-Jean, dans le district d'Iberville, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la dite ville de Saint-Jean, sous le numéro deux cent vingt et un (No 221), mesurant quatre-vingt-trois pieds de largeur sur deux cent cinquante-huit pieds de profondeur, le tout plus ou moins—avec maison et dépendances y érigées.

Pour être vendu en mon bureau, dans le palais de justice, en la susdite ville de Saint-Jean, le **TROISIEME** jour de **JANVIER** prochain, à **ONZE** heures de l'avant-midi.

LS MAYRAND,

Bureau du Shérif, Saint-Jean, 23 novembre 1904. [Première publication, 3 décembre 1904].

Shérif.

3731.2

## Sheriff's Sales—Iberville

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

## CURATOR'S WARRANT.

## FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Superior Court.—District of Iberville.*

Canada, Province of Quebec, District of Iberville, No. 13. } **IN RE A. F. GERVAIS,** creditor petitioner, and **L. E. LORTIE,** insolvent debtor, and **C. H. Beauchemin,** curator, to wit :

A lot of land lying and situate on the west side of Champlain street, in the town of Saint Johns, in the district of Iberville, known and designated on the official plan and book of reference of the said town of Saint Johns, under the number two hundred and twenty one (No 221), measuring eighty-three feet in width by two hundred and fifty eight feet in depth, the whole more or less—with a house and dependencies thereon erected.

To be sold in my office, in the court house, in the aforesaid town of Saint Johns, on the **THIRD** day of **JANUARY** next, at **ELEVEN** of the clock in the forenoon.

LS. MAYRAND,

Sheriff's Office, Saint Johns, 23rd November, 1904. [First published, 3rd December, 1904.]

Sheriff.

3732

## Ventes par le Shérif—Montréal

**AVIS PUBLIC** est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

## FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Cour Supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir : } **LOUIS PAYETTE, JUNIOR,** de la cité et du district de Montréal, et **FELIX LABELLE,** de la paroisse de Sainte-Rose, dit district, tous deux entrepreneurs, ayant fait affaires comme tels à Montréal susdit, ensemble en société, sous la raison sociale de "Labelle & Payette"; Demandeurs; contre les terres et tenements de **LA COMPAGNIE DE L'OPERA COMIQUE DE MONTREAL,** corps politique et incorporé, ayant sa principale place d'affaires en la cité de Montréal, dit district, laquelle est actuellement en liquidation, et **Horace Dubreuil,** des cité et district de Montréal, comptable, en sa qualité de liquidateur de la "compagnie de l'Opéra Comique de Montréal" susdite, en autant que besoin est, Défenderesse.

Saisi comme appartenant à la dite défenderesse et en la possession du dit liquidateur, l'immeuble suivant, savoir :

Un lot de terre sis et situé dans le quartier Saint-Louis, en la cité de Montréal, connu et désigné sous le numéro cinq cent vingt-huit (528), aux plan et livre de renvoi officiels du dit quartier Saint-Louis, mesurant quarante et un pieds et trois pouces en front sur la rue Cadieux, par quatre-vingt-neuf pieds de profondeur, le tout mesure anglaise et plus ou moins—avec bâtisses sus érigées.

Avis est par le présent donné que la vente de l'immeuble saisi dans la présente cause, qui devait avoir lieu le troisième jour de novembre (1904), aura lieu à mon bureau, en la cité de Montréal, le

## Sheriff's Sales—Montréal

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

## FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Superior Court—District of Montreal.*

Montreal, to wit : } **LOUIS PAYETTE, JUNIOR,** of the city and district of Montreal, and **FELIX LABELLE,** of the parish of Sainte Rose, said district, both contractors, having carried on business as such at Montreal aforesaid, together in partnership, under the style and firm of "Labelle & Payette," Plaintiffs; against the lands and tenements of **LA COMPAGNIE DE L'OPERA COMIQUE DE MONTREAL,** a body politic and corporate, having its chief place of business in the city of Montreal, said district, and which is actually in liquidation, and **Horace Dubreuil,** of the city and district of Montreal, accountant, in his quality of liquidator of the "Compagnie de l'Opéra Comique de Montréal" aforesaid, in so far as need be, Defendant.

Seized as belonging to the said defendant and in the possession of the said liquidator, the following immovable, to wit :

A lot of land situate and being in Saint Louis ward, in the city of Montreal, known and described as number five hundred and twenty eight (528), on the official plan and book of reference of the said Saint Louis ward, measuring forty one feet three inches in front on Cadieux street, by eighty nine feet depth, the whole english measure, and more or less—with buildings thereon erected.

Notice is hereby given that the sale of the immovable seized in this cause, formerly announced to take place on the third day of November last (1904), will take place at my office, in the city of Montreal,

528  
Saint-Louis  
Fief-

VINGT-UNIEME jour de JANVIER prochain (1905), à ONZE heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAUDEAU,

Bureau du Shérif, Montréal, 15 décembre 1904. 4023  
 Première publication du 17 décembre 1904, est nulle.

[Première publication, 24 décembre 1904.]

### Ventes par le Shérif—Ottawa

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et li ax respectifs tel que mentionné plus bas.

#### FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Cour Supérieure—District d'Ottawa.*

Ottawa, à savoir : } JOSHUA ELLARD, marchand, du canton de Wright, district d'Ottawa, Demandeur ; contre JEREMIAH GAREAU, cultivateur, du dit canton de Wright, Défendeur.

Saisis en vertu d'un jugement dans une action hypothécaire, comme étant en la possession du dit défendeur, à savoir :

Lots numéro vingt-neuf (29) et trente (30), dans le huitième rang du canton de Wright, dans le district d'Ottawa, conformément aux plan et livre de renvoi officiels du dit canton—avec les bâtisses sus-érigées et améliorations faites.

Pour être vendus au bureau d'enregistrement, dans la cité de Hull, le TROISIEME jour de JANVIER prochain (1905), à ONZE heures de l'avant-midi.

C. M. WRIGHT,

Bureau du Shérif, Hull, 30 novembre 1904. Shérif. 3759.2  
 [Première publication, 3 décembre 1904.]

#### FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Cour Supérieure—District d'Ottawa.*

Ottawa, à savoir : } JOSHUA ELLARD, marchand, du canton de Wright, district d'Ottawa, Demandeur ; contre MARY BRENNAN, du dit canton de Wright, veuve de feu John Rice, en son vivant du dit canton de Wright, cultivateur, *et al*, Défendeurs.

Saisis en vertu d'un jugement dans une action hypothécaire, comme étant en la possession des dits défendeurs, à savoir :

Lots numéros vingt-neuf (29) et trente (30), dans le septième rang du canton de Wright, dans le district d'Ottawa, conformément aux plan et livre de renvoi officiels du dit canton—avec les bâtisses sus-érigées et améliorations faites.

Pour être vendus au bureau d'enregistrement, dans la cité de Hull, le TROISIEME jour de JANVIER prochain (1905), à ONZE heures ET DEMIE de l'avant-midi.

C. M. WRIGHT,

Bureau du Shérif, Hull, 30 novembre 1904. Shérif. 3757.2  
 [Première publication, 3 décembre 1904.]

### Ventes par le Shérif—Québec

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

#### FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } EUGENE LARUE ; contre No 260. } DAME LYDIA CRAWFORD ET VIR, à savoir :

on the TWENTY FIRST day of JANUARY next, (1905), at ELEVEN o'clock of the forenoon.

J. R. THIBAUDEAU,

Sheriff's Office, Montreal, 15th December, 1904. Sheriff. 4024  
 First publication of the 17th December, 1904, is null.

[First published, 24th December, 1904.]

### Sheriff's Sales—Ottawa

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

#### FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Superior Court—District of Ottawa.*

Ottawa, to wit : } JOSHUA ELLARD, merchant, No. 1037. } of the township of Wright, district of Ottawa, Plaintiff ; against JEREMIAH GAREAU, farmer, of the said township of Wright, Defendant.

Seized under judgment in a hypothecary action, as being in the possession of said defendant, to wit :

Lots numbers twenty nine (29) and thirty (30), in the eighth range of the township of Wright, in the district of Ottawa, according to the official plan and book of reference for said township—with the buildings and improvements thereon.

To be sold at the registry office in the city of Hull, on the THIRD day, of JANUARY next (1905), at ELEVEN of the clock in the forenoon.

C. M. WRIGHT,

Sheriff's Office, Hull, 30th November, 1904. Sheriff. 3760  
 [First published, 3rd December, 1904.]

#### FIERI FACIAS DE TERRIS

*Superior Court.—District of Ottawa.*

Ottawa, to wit : } JOSHUA ELLARD, merchant, No. 1038. } of the township of Wright, district of Ottawa, Plaintiff ; against MARY BRENNAN, of the said township of Wright, widow of the late John Rice, in his lifetime of the said township of Wright, farmer, *et al*, Defendants.

Seized under judgment in a hypothecary action, as being in the possession of said defendants, to wit :

Lots numbers twenty nine (29) and thirty (30), in the seventh range of the township of Wright, in the district of Ottawa, according to the official plan and book of reference for said township—with the buildings and improvements thereon.

To be sold at the registry office, in the city of Hull, on the THIRD day of JANUARY next (1905), at HALF PAST ELEVEN of the clock in the forenoon.

C. M. WRIGHT,

Sheriff's Office, Hull, 30th November, 1904. Sheriff. 3757  
 [First published, 3rd December, 1904.]

### Sheriff's Sales—Quebec

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

#### FIERI FACIAS.

Quebec, to wit : } EUGENE LARUE ; against No. 260. } DAME LYDIA CRAWFORD ET VIR, to wit :

Le lot No 2994 (deux mille neuf cent quatre-vingt-quatorze), du cadastre officiel pour le quartier du Palais, de la cité de Québec, étant un emplacement situé sur la rue Saint-Jean—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Québec, le VINGT SEPTIEME jour de JANVIER prochain, à DIX heures du matin.

**CHS. LANGELIER,**

Bureau du Shérif, Québec, 22 décembre 1904. Shérif. 4109  
[Première publication, 24 décembre 1904.]

**FIERI FACIAS.**

*Cour de Recorder.*

Québec, à savoir : } **LA CITE DE QUEBEC ;**  
No 1779. } **contre OCTAVE SAN-**  
TERRE, à savoir :

Le lot No 1544 (mille cinq cent quarante quatre), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Sauveur de Québec, étant un emplacement situé sur la rue Bonaventure—circonstances et dépendances. Sujet à une rente annuelle de \$6.00 payable le 29 juin aux Révérendes Dames de l'Hôtel-Dieu de Québec.

Pour être vendu à mon bureau en la cité de Québec, le TREIZIEME jour de JANVIER prochain, à DIX heures du matin.

**CHS LANGELIER.**

Bureau du Shérif, Québec, 7 décembre 1904. Shérif. 3871.2  
[Première publication, 10 décembre 1904.]

**FIERI FACIAS.**

*Cour de Recorder.*

Québec, à savoir : } **LA CITE DE QUEBEC,**  
No 1777. } **contre MARY SMITH,**  
à savoir :

Le lot No 2061 (deux mille soixante-un), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Sauveur de Québec, étant un emplacement situé sur la rue Bonaventure—circonstances et dépendances. Sujet à une rente annuelle de \$6.00, payable le 29 juin, aux révérendes Dames de l'Hôtel-Dieu de Québec.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Québec, le TREIZIEME jour de JANVIER prochain, à DIX heures du matin.

**CHS LANGELIER,**

Bureau du shérif. Québec, 7 décembre 1904. Shérif. 3875.2  
[Première publication, 10 décembre 1904.]

**FIERI FACIAS.**

*Cour de Recorder.*

Québec, à savoir : } **LA CITE DE QUEBEC ;**  
No 2493. } **contre ALPHONSE**  
**MARTINEAU, ES QUALITÉ, à savoir :**

Le lot No 1975 (mille neuf cent soixante et quinze), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Sauveur de Québec, étant un emplacement situé sur la rue Boisseau—circonstances et dépendances. Sujet à une rente annuelle de \$6.00, payable le 29 juin aux Révérendes Dames de l'Hôtel-Dieu, de Québec.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Québec, le TREIZIEME jour de JANVIER prochain, à DIX heures du matin.

**CHS. LANGELIER,**

Bureau du Shérif, Québec, 7 décembre 1904. Shérif. 3873.2  
[Première publication, 10 décembre 1904.]

**FIERI FACIAS**

*Cour de Recorder.*

Québec, à savoir : } **LA CITE DE QUEBEC ;**  
No 889. } **contre LOUIS GUAY,**  
à savoir :

Le lot No 2257 (deux mille deux cent cinquante-sept), du cadastre officiel pour le quartier Champlain, de la cité de Québec, étant un emplacement situé petite rue Champlain—circonstances et dépendances.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de

Lot No. 2994 (two thousand nine hundred and ninety four), of the official cadastre for Palace ward, of the city of Quebec, being a lot situate on Saint John street—with buildings—thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at my office, in the city of Quebec, on the TWENTY SEVENTH day of JANUARY next, at TEN of the clock in the forenoon.

**CHS LANGELIER,**

Sheriff's Office, Québec, 22nd December, 1904. Sheriff. 4110  
[First published, 24th December, 1904.]

**FIERI FACIAS.**

*Recorder's Court.*

Québec, to wit : } **THE CITY OF QUEBEC ;**  
No. 1779. } **against OCTAVE SAN-**  
TERRE, to wit :

Lot No. 1544 (one thousand five hundred and forty four), of the official cadastre for the parish of Saint Sauveur de Québec, being a lot situate on Bonaventure street—circumstances and dependencies. Subject to an annual rent of \$6.00, payable on the 29th of June, to the Reverend Ladies of the Hotel Dieu of Québec.

To be sold at my office, in the city of Quebec, on the THIRTEENTH day of JANUARY next, at TEN of the clock in the forenoon.

**CHS. LANGELIER,**

Sheriff's Office, Québec, 7th December, 1904. Sheriff. 3872  
[First published, 10th December, 1904.]

**FIERI FACIAS.**

*Recorder's Court.*

Québec, to wit : } **THE CITY OF QUEBEC ;**  
No. 1777. } **against MARY SMITH,**  
to wit :

Lot No. 2061 (two thousand and sixty one), of the official cadastre for the parish of Saint-Sauveur de Québec, being a lot situate on Bonaventure street—circumstances and dependencies. Subject to an annual rent of \$6.00, payable on the 29th of June to the Reverend Ladies of the Hotel-Dieu de Québec.

To be sold at my office, in the city of Quebec, on the THIRTEENTH day of JANUARY next, at TEN o'clock in the forenoon.

**CHS. LANGELIER,**

Sheriff's Office, Québec, 7th December 1904. Sheriff. 3876  
[First published, 10th December, 1904.]

**FIERI FACIAS.**

*Recorder's Court.*

Québec, to wit : } **THE CITY OF QUEBEC ;**  
No. 2493. } **against ALPHONSE**  
**MARTINEAU, ES QUALITÉ, to wit :**

Lot No. 1975 (one thousand nine hundred and seventy five), of the official cadastre for the parish of Saint Sauveur de Québec, being a lot situate on Boisseau street—circumstances and dependencies. Subject to an annual rent of \$6.00, payable on the 29th of June, to the Reverend Ladies of the Hotel Dieu de Québec.

To be sold at my office, in the city of Quebec, on the THIRTEENTH day of JANUARY next, at TEN of the clock in the forenoon.

**CHS. LANGELIER,**

Sheriff's Office, Québec, 7th December, 1904. Sheriff. 3874  
[First published, 10th December 1904.]

**FIERI FACIAS**

*Recorder's Court.*

Québec, to wit : } **THE CITY OF QUEBEC ;**  
No. 889. } **against LOUIS GUAY, to**  
wit :

The lot No. 2257 (two thousand two hundred and fifty seven), of the official cadastre of Champlain ward, of the city of Quebec, being a lot situate on Little Champlain street—circumstances and dependencies.

To be sold at my office, in the city of Quebec,

Québec, le QUATORZIEME jour de JANVIER prochain, à DIX heures du matin.

CHS. LANGELIER,

Sheriff's Office, Québec, 7 décembre 1904. [Première publication, 10 décembre 1904]

**FIERI FACIAS**

*Cour de Recorder.*

Québec, à savoir : } **L** A CITE DE QUEBEC ; vs }  
No 1989. } **L** ELZEAR ROUSSEAU,  
à savoir :

La partie nord-est du lot No 895 (huit cent quatre-vingt-quinze), du cadastre officiel pour le quartier Saint-Roch, de la cité de Québec, étant un terrain situé sur la rue du Roi, comprenant deux emplacements, et mesurant environ 68 pieds de front sur la rue du Roi, comprenant du côté nord-est un emplacement d'environ trente-six pieds et neuf pouces de front sur environ cinquante-deux pieds et dix pouces de profondeur, un autre emplacement voisin côté sud-est, d'environ trente et un pieds de front sur environ vingt-neuf pieds et quatre pouces de profondeur : borné au nord-ouest par la rue du Roi, au nord-est par le lot No 894, au sud-ouest par la rue Craig, au sud-est par le reste du dit lot No 895 — avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. Sujet à une rente annuelle et foncière de \$6 04, payable à Dame Séraphine Roy, épouse de J. E. Garneau, le 29 septembre.

Pour être vendue à mon bureau, en la cité de Québec, le QUATORZIEME jour de JANVIER prochain, à DIX heures du matin.

CHS. LANGELIER,

Bureau du shérif, Québec, 7 décembre 1904. [Première publication, 10 décembre 1904.]

Ventes par le Sherif—Richelieu

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

**MANDAT DU CURATEUR.**

*Cour Supérieure.—District de Richelieu.*

Sorel, à savoir : } **T**HOMAS E. FEE ET AL., }  
No 4538. } Demandeurs ; contre ONE-  
SIME LABRANCHE, Défendeur ; et Thomas Touzin, curateur, dûment nommé et autorisé suivant la loi.

1° Une terre située en la paroisse de Saint-Guillaume d'Upton, sur le rang Le Cordon, étant le lot numéro cent cinquante-trois (No 153), du cadastre officiel de la dite paroisse de Saint-Guillaume d'Upton, de deux arpents et demi de front sur quinze arpents et demi de profondeur, le tout plus ou moins—avec les bâtisses dessus érigées.

2° Une terre située en la paroisse de Saint-Guillaume d'Upton, sur le rang Saint-Henri, étant partie du lot numéro cent seize (pt. No 116), du cadastre officielle de la dite paroisse de Saint-Guillaume d'Upton, de trois arpents de front sur huit arpents et demi de profondeur, le tout plus ou moins ; tenant devant au lot No 153, en profondeur à Omer Saucier, d'un côté à Louis Pagé, et de l'autre côté à Henri Lafleur—sans bâtisse.

3° Une terre située en la paroisse de Saint-Guillaume d'Upton, sur le rang Le Cordon, étant le lot numéro deux cent soixante et dix (No 270), du cadastre officiel de la dite paroisse de Saint-Guillaume d'Upton, d'un arpent et demi de front sur vingt-six arpents de profondeur, le tout plus ou moins—sans bâtisse.

4° Une terre située en la paroisse de Saint-Guillaume d'Upton, sur le rang Le Cordon, étant les lots numéros deux cent cinquante-six et deux cinquante-

on the FOURTEENTH day of JANUARY next, at TEN of the clock in the forenoon.

CHS. LANGELIER,

Sheriff's office. Québec, 7th December, 1904. [First published, 10th December, 1904.]

**FIERI FACIAS.**

*Recorder's Court.*

Québec, to wit : } **T**HE CITY OF QUEBEC }  
No. 1989. } vs ELZEAR ROUSSEAU,  
to wit :

The north east part of lot No. 895 (eight hundred and ninety five), of the official cadastre for Saint Roch's ward, of the city of Quebec, comprising two lots and measuring about 68 feet in front, on King street, comprising on the north east side a lot of about thirty six feet nine inches in front by about fifty two feet ten inches in depth, another lot adjoining on the south east of about thirty one feet in front by about twenty nine feet four inches in depth ; bounded on the north west by King street, on the north east by lot No. 894, on the south west by Craig street, on the south east by the residue of said lot No. 895—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies. Subject to a ground rent of \$6 04, payable to Dame Séraphine Roy, wife of J. E. Garneau, the 29th September.

To be sold at my office, in the city of Québec, on the FOURTEENTH day of JANUARY next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHS. LANGELIER,

Sheriff's Office, Québec, 7th December, 1904. [First published, 10th December, 1904.]

Sheriff's Sales—Richelieu

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and place mentioned below.

**CURATOR'S WARRANT**

*Superior Court.—District of Richelieu.*

Sorel, to wit : } **T**HOMAS E. FEE ET AL., Plain- }  
No. 4538. } tiffs ; against ONESIME LA-  
BRANCHE, Defendant ; and Thomas Touzin, curator, duly appointed and authorized according to law.

1° A land situate in the parish of Saint Guillaume d'Upton, in the range of *Le Cordon*, being lot number one hundred and fifty three (No. 153), of the official cadastre of the said parish of Saint Guillaume d'Upton, of two arpents and a half in front by fifteen arpents and a half in depth, the whole more or less—with the buildings thereon erected.

2° A land situated in the parish of Saint Guillaume d'Upton, in the Saint Henri range, being part of lot number one hundred and sixteen (pt. No. 116), of the official cadastre of the said parish of Saint Guillaume d'Upton, of three arpents in front half eight arpents and a half in depth, the whole more or less ; bounded in front by lot No. 153, in depth by Omer Saucier, on one side by Louis Pagé, and on the other side by Henri Lafleur—without any buildings.

3 A land situate in the parish of Saint Guillaume d'Upton, in the range of *Le Cordon*, being lot number two hundred and seventy (No. 270), of the official cadastre of the said parish of Saint Guillaume d'Upton, of one arpent and a half in front by twenty six arpents in depth, the whole more or less—without buildings.

4. A land situate in the parish of Saint Guillaume d'Upton, in the range of *Le Cordon*, being lots number two hundred and fifty six and two hundred

sept (Nos 256 et 257), du cadastre officiel de la dite paroisse de Saint-Guillaume d'Upton, de trois arpents de front sur vingt arpents de profondeur, le tout plus ou moins—avec les bâtisses dessus érigées.

5° Une terre située en la paroisse de Saint-Guillaume d'Upton, sur le rang Le Cordon, étant le lot numéro cent soixante et huit (No 168), du cadastre officiel de la dite paroisse de Saint-Guillaume d'Upton, de deux arpents de front sur vingt-six arpents de profondeur, le tout plus ou moins—avec les bâtisses dessus érigées.

6° Une terre située en la paroisse de Saint-Guillaume d'Upton, sur le rang Le Cordon, étant la partie sud-est du lot numéro deux cent soixante et quatre (pt. No 264), du cadastre officiel de la dite paroisse de Saint-Guillaume d'Upton, de trois arpents et demi de front sur la profondeur du rang; tenant devant au chemin de front du dit rang, en profondeur à Dame veuve Thomas Morel, d'un côté à Onésime Pagé, et de l'autre côté à Solime Sicard—avec les bâtisses dessus érigées.

7° Un morceau de terre situé en la paroisse de Saint-Guillaume d'Upton, sur le rang Le Cordon, étant partie du lot numéro cent soixante (pt. No 160), du cadastre officiel de la dite paroisse de Saint-Guillaume d'Upton, d'un arpent de front sur un arpent et demi de profondeur, le tout plus ou moins; tenant devant au chemin de front du dit rang, en profondeur et d'un côté à H. Villandré, et de l'autre côté à Dame veuve H. Lafleur—avec les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Guillaume d'Upton, le VINGT-CINQUIÈME jour du mois de JANVIER prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

P. GUEVREMONT,

Bureau du shérif, Shérif.  
Sorel, 19 décembre 1904. 4087  
[Première publication, 24 décembre 1904.]

and fifty seven (Nos. 256 and 257), of the official cadastre of the said parish of Saint Guillaume d'Upton, of three arpents in front by twenty arpents in depth, the whole more or less—with buildings thereon erected.

5. A land situate in the parish of Saint Guillaume d'Upton, in the range of *Le Cordon*, being lot number one hundred and sixty eight (No. 168), of the official cadastre of the said parish of Saint Guillaume d'Upton, of two arpents in front by twenty six arpents in depth, the whole more or less—with the buildings thereon erected.

6. A land situate in the parish of Saint Guillaume d'Upton, in the range of *Le Cordon*, being the south east part of lot number two hundred and sixty four (pt. No. 264), of the official cadastre of the said parish of Saint Guillaume d'Upton, of three and a half arpents in front by the depth of the range; bounded in front by the front road of the said range, in depth by the widow Thomas Morel, on one side by Onésime Pagé, and on the other side by Solime Sicard—with the buildings thereon erected.

7. A piece of land situate in the parish of Saint Guillaume d'Upton, in the range of *Le Cordon*, being part of lot number one hundred and sixty (No. 160), of the official cadastre of the said parish of Saint Guillaume d'Upton, of one arpent in front by one arpent and a half in depth, the whole more or less; bounded in front by the front road of the said range, in depth and on one side by H. Villandré, and on the other side by Mrs. widow H. Lafleur—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Guillaume d'Upton, on the TWENTY FIFTH day of the month of JANUARY next, at TEN o'clock in the forenoon.

P. GUEVREMONT,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Sorel, 19th December, 1904. 4088  
[First published, 24th December, 1904.]

## Demande à la Législature

### AVIS.

La Corporation de la ville de Grand'Mère s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour refondre, amender et modifier sa charte, aux fins d'être gouvernée par la loi des cités et ville, 1903, et pour déroger à cette loi sur les matières suivantes, savoir: l'annexion de certains territoires; la durée de la charge de maire et d'échevins; aux qualités requises pour occuper ces charges; à la vacance du maire; à la nomination du maire suppléant; au cautionnement du trésorier; à la nomination de l'assistant trésorier; à l'audition des comptes; à la qualification d'électeurs; au temps de la préparation de l'examen et à la préparation par un greffier *ad hoc* de la liste des électeurs; pour retrancher de cette liste les électeurs devant certaines taxes, et au temps pour faire et produire les plaintes et à l'entrée en vigueur de la liste; à l'époque de la présentation des candidats et de la votation; à la nomination du secrétaire d'élection, et à la nomination de l'officier-rapporteur; à l'heure de la clôture du scrutin; à la formule du serment; aux offenses relatives à la supposition de personnes; au cautionnement pour les frais dans le cas de contestation d'élection; à la votation sur les règlements; pour donner juridiction à la Cour de Circuit de comté dans le cas de cassation de règlements, résolutions etc.; pour obtenir plus amples pouvoirs concernant la réglementation et la taxation des matières suivantes; des ventes dans les rues; le raccordement des égouts; des permis; des théâtres et autres amusements; des attroupements; des marchands d'occasion et de bric-à-brac; la vente du pain; la construction des maisons; le paiement des licences y compris l'aug-

## Application to the Legislature

### NOTICE.

The corporation of the town of Grand'Mère will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to consolidate, amend and modify its charter, for the purpose of being governed by the Cities and Towns' Act, 1903, and to derogate from that law on the following points, namely: the annexation of certain territories; the term of office of the mayor and aldermen; the qualification required to hold office; the vacancy in the mayoralty; the appointment of an acting mayor; the security given by treasurer; the appointment of the assistant treasurer; the auditing of accounts; to the qualification of electors; the time of making of examining and preparing by a clerk *ad hoc* the list of electors; to strike from that list the electors owing certain taxes, the time of making and filing complaints and the coming into force of the said list; the time of presenting candidates and of voting; the appointment of an election secretary, and the appointment of a returning-officer; the hour of closing the poll; the form of oath; offences relating to personation; the security for costs in case of contestation of election; the voting on by-laws; to give jurisdiction to the Circuit Court of the county in cases of quashing by-laws, resolutions, &c.; to obtain more ample powers concerning the regulation and taxation of the following matters: of sales in the streets; connecting drains; permits; theatres and other amusements; gatherings; second hand and curiosity shops; the sale of bread; the erection of houses; the payment of licenses including therein the increase of the taxes payable for obtaining certificates for the sale of spirituous liquors; houses of shelter; the sale of horses; the width of streets; sale of meat; to give

mentation des taxes à payer pour l'obtention des certificats pour la vente des liqueurs enivrantes ; les maisons de refuge ; la vente des chevaux ; la largeur des rues ; le commerce de viande ; pour donner juridiction au maire d'assigner des témoins lors de l'audition des plaintes au rôle d'évaluation ; pour être autorisé à construire, acheter et exploiter tout système d'aqueduc, d'égouts et d'éclairage et à emprunter pour ces fins ; pour être autorisé à construire, acheter et exploiter un pont de péage sur la rivière Saint-Maurice et à emprunter pour ces fins ; pour obtenir le droit exclusif de régler la traverse sur la dite rivière Saint-Maurice.

ARTHUR BELIVEAU,  
Procureur de la corporation de la ville  
de Grand'Mère.  
Grand'Mère, 20 décembre 1904. 4101

jurisdiction to the mayor to summon witnesses for the trial of complaints against the valuation, roll to be authorized to build, purchase and operate any system of water-work and lighting, and to borrow for such purposes ; to be authorized to build, purchase and operate a pay bridge over the river Saint Maurice, and to borrow for these purposes ; to obtain the exclusive right to regulate the ferrying on the said river Saint Maurice.

ARTHUR BELIVEAU,  
Attorney of the corporation of the  
town of Grand'Mère.  
Grand'Mère, 20th December 1904. 4102

### Avis de Faillites

Province de Québec, }  
District d'Arthabaska. } *Cour Supérieure.*  
Dans l'affaire de Smith & Larivière, Sainte-Anne  
du Sault, Faillis.

Un second bordereau de dividende ordonné par jugement du 19 septembre 1904, C. S., Arthabaska, a été préparé dans cette affaire, et sera payable aux bureaux des curateurs le ou après le 17 janvier 1905.

Toute contestation du dit bordereau devra être produite avant cette date.

ARTHUR GAGNON,  
L. A. CARON,  
Curateurs conjoints.  
41, Edifice des Tramways,  
Montréal, 24 décembre 1904. 4131

### Index of the Quebec Official Gazette, No. 52.

ACTIONS IN SEPARATION AS TO PROPERTY : — Dmes Bassett vs Chalifoux, 1723 ; Bessette vs Bergeron, 1725 ; Boucher vs Venne, 1723 ; Boudreau vs Chamberland, 1722 ; Dansereau vs Dansereau, 1725 ; Garand vs Bordua, 1724 ; Laliberté vs Fortin, 1725 ; Malouf vs Boohana, 1724 ; Montaigne vs Gorcy, 1723 ; Monty vs Terriault, 1722 ; Ness vs Berzanky, 1725 ; Neveux vs Pichereau dit Vincent, 1722 ; Poissant vs Henry, 1723 ; Poulette vs Dufort, 1722 ; Rollin vs Valiquette, 1722 ; Woodward vs Harrison, 1723.

ACTIONS IN SEPARATION AS TO BED AND BOARD : — Dmes Bernier vs Morin, 1723 ; Côté vs Bellemare, 1724 ; Franchère vs Chaput, 1724 ; Guenette vs Dépatie, 1724 ; Séguin vs Lauzon, 1724.

ANNONCEURS : — Avis aux : — Concernant avis, etc., 1707.

AVIS : — Acte des élections fédérales contestées, 1721.

BILLS PRIVÉS : — Parlement fédéral : — Avis au sujet des, 1712.

BILLS PRIVÉS, P. Q. : — Avis au sujet des : — Assemblée législative, 1716 ; Conseil législatif, 1714.

DEMANDES A LA LÉGISLATURE : — Buckingham Electric Railway Light and Power Company, 1720 ; Corporation du village de Petite Côte, 1721 ; Herbert Molesworth Price, 1719 ; Hon. Nemèse Garneau et al, 1720 ; La cité de Montréal, 1719 ; La Prévoyance, 1721 ; Ville de Thetford Mines, 1721 ; Commission des écoles catholiques

### Bankrupt Notices

Province of Quebec, }  
District of Arthabaska. } *Superior Court.*  
In the matter of Smith & Larivière, Sainte Anne  
du Sault, Insolvents.

A second dividend sheet has been prepared in this matter, as per judgment rendered 19th September, 1904, S. C., of Arthabaska, and will be payable at the offices of the curators, the or after the 17th January, 1905.

Any opposition to the said dividend must be filed before this date.

ARTHUR GAGNON,  
L. A. CARON,  
Joint curators.  
41, Street Railway Building,  
Montreal, 24th December, 1904. 4132

### Index de la Gazette Officielle de Québec, No. 52.

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS : — Dmes Bassett vs Chalifoux, 1723 ; Bessette vs Bergeron, 1725 ; Boucher vs Venne, 1723 ; Boudreau vs Chamberland, 1722 ; Dansereau vs Dansereau, 1725 ; Garand vs Bordua, 1724 ; Laliberté vs Fortin, 1725 ; Malouf vs Boohana, 1724 ; Montaigne vs Gorcy, 1723 ; Monty vs Terriault, 1722 ; Ness vs Berzanky, 1725 ; Neveux vs Pichereau dit Vincent, 1722 ; Poissant vs Henry, 1723 ; Poulette vs Dufort, 1722 ; Rollin vs Valiquette, 1722 ; Woodward vs Harrison, 1723.

ACTIONS EN SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS : — Dmes Bernier vs Morin, 1723 ; Côté vs Bellemare, 1724 ; Franchère vs Chaput, 1724 ; Guenette vs Dépatie, 1724 ; Séguin vs Lauzon, 1724.

ADVERTISERS : — Notice to : — Respecting notices, &c., 1707.

NOTICE : — The Dominion Controverted Elections Act, 1721.

PRIVATE BILLS : — Federal Parliament : — Notices respecting the, 1712.

PRIVATE BILLS, P. Q. : — Notices respecting the : — Legislative Assembly, 1716 ; Legislative Council, 1714.

APPLICATIONS TO THE LEGISLATURE : — Buckingham Electric Railway Light and Power Company, 1720 ; Corporation of the village of Petite Côte, 1721 ; Herbert Molesworth Price, 1719 ; Hon. Nemèse Garneau et al, 1720 ; The city of Montreal, 1719 ; La Prévoyance, 1721 ; Town of Thetford Mines, 1721 ; Montreal Romain

romains de Montréal<sup>1719</sup> ; La corporation de la ville de Grand'Mère, 1739 ; Les Frères de Saint-François Régis, 1718 ; Montreal Maternity, 1718 ; The Robert Jones Convalescent Hospital, 1718 ; Syndics de la commune de Laprairie, 1719 ; Ville de Montréal-Ouest, 1719.

Catholic School Commission, 1719 ; The corporation of the town of Grand'Mère, 1739 ; Les Frères de Saint François Régis, 1718 ; Montreal Maternity, 1718 ; The Robert Jones Convalescent Hospital, 1718 ; Trustees of the Common of Laprairie, 1719 ; Town of Montreal West, 1719.

**DÉPUTÉS ÉTUS** :—Assemblée Législative de la province de Québec, 1707.

**MEMBERS ELECTED** :—Legislative Assembly of the province of Quebec, 1707.

**EXAMEN** :—Barreau de :—Montréal, 1726 ; Québec, 1726 ; Saint-François, 1725 ; Trois-Rivières, 1727 ; Candidats à la charge d'inspecteurs d'écoles protestantes, 1711 ; L'association des architectes de la province de Québec, 1722.

**EXAMINATION** :—Bar of :—Montreal, 1726 ; Quebec, 1726 ; Saint Francis, 1725 ; Three Rivers, 1727 ; Candidates for the office of inspector of protestant schools, 1711 ; Province of Quebec Association of Architects, 1722.

**FAILLIS** :—Bergeron, 1727 ; Blais (Dme), 1730 ; Bolduc, 1729 ; Caplan (Dme), 1728 ; Carles, 1730 ; Charron & Roy, 1728 ; Cloutier, 1730 ; Côté, 1730 ; Durand, 1728 ; Galarneau, 1728 ; Godin, 1728 ; Goldberg & Son, 1729 ; Lechasseur, 1730 ; Lechasseur, 1729 ; Mendel, 1729 ; Migner, 1730 ; Muir (Dme), 1728 ; Saft & Finklestein, 1729 ; Sénécal & Cie, 1732 ; Spector, 1727 ; Smith & Larivière, 1740.

**INSOLVENTS** :—Bergeron, 1727 ; Blais (Dme), 1730 ; Bolduc, 1729 ; Caplan (Dme), 1728 ; Carles, 1730 ; Charron & Roy, 1728 ; Cloutier, 1730 ; Côté, 1730 ; Durand, 1728 ; Galarneau, 1728 ; Godin, 1728 ; Goldberg & Son, 1729 ; Lechasseur, 1730 ; Lechasseur, 1729 ; Mendel, 1729 ; Migner, 1730 ; Muir (Dme), 1728 ; Saft & Finklestein, 1729 ; Sénécal & Co, 1732 ; Spector, 1727 ; Smith & Larivière, 1740.

**LETTRES PATENTES** :—La Cie Foncière Suburbaine, 1710 ; La Cie M. Pauzé & Fils, 1710 ; The Royal Shoe Coy, 1711.

**LETTERS PATENT** :—La Cie Foncière Suburbaine, 1710 ; La Cie M. Pauzé & Fils, 1710 ; The Royal Shoe Coy, 1711.

**MUNICIPALITÉS SCOLAIRES** :—Demande d'annexer ou d'ériger, etc. :—Port Many à Saint-François de Sales, 1711 ; Sainte-Geneviève, No 6, comté de Jacques-Cartier, 1711 ; Sainte-Rose du Degelé, comté de Témiscouata, 1712.

**SCHOOL MUNICIPALITIES** :—Application to annex or to erect, &c. :—Port Many to Saint François de Sales, 1711 ; Sainte Geneviève, No. 6, county of Jacques Cartier, 1711 ; Sainte Rose du Degelé, county of Témiscouata, 1712.

**NOMINATIONS** :—Commissaire pour recevoir affidavits, art. 27, 1708.

**APPOINTMENTS** :—Commissioner to receive of affidavits, art. 27, 1708.

Cour des commissaires :—Berthier, 1708 ; Pontiac, 1708 ; Charlevoix, 1708.

Commissioners court :—Berthier, 1708 ; Pontiac, 1708 ; Charlevoix, 1708.

Greffier :—C. C., comté de Rouville, 1707.

Clerk :—C. C., county of Rouville, 1707.

**NOTAIRES, MINUTES DE, DEMANDE DE TRANSFERT** :—Par Jos. Wilfrid Lavoie, 1711.

**NOTARIAL MINUTES, APPLICATION FOR TRANSFER** :—By Jos. Wilfrid Lavoie, 1711.

**PROCLAMATIONS** :—Canton Plessis érigé, 1669 ; Convocation des chambres, 1709 ; Juges de paix pour le district de Saguenay, 1708.

**PROCLAMATIONS** :—Township Plessis erected, 1669 ; Parliament convoked, 1709 ; Justices of the peace for the district of Saguenay, 1708.

**RATIFICATION** :—Dme Elliot & Taylor et al, 1733.

**RATIFICATION** :—Dme Elliot & Taylor et al, 1733.

**RÈGLE DE COUR** :—Gagné vs Proulx et al, 1731.

**RULE OF COURT** :—Gagné vs Proulx et al, 1731.

**VENTE PAR LICITATION** :—Desbiens vs Desbiens, 1731 ; Dme McGillis vs McGillis et al, 1732.

**SALE BY LICITATION** :—Desbiens vs Desbiens, 1731 ; Dme McGillis vs McGillis et al, 1732.

**VENTES PAR LES SHERIFFS** :

**SHERIFFS' SALES** :

**ARTHABASKA** :—Dionne vs Lavertu, 1734.

**ARTHABASKA** :—Dionne vs Lavertu, 1734.

**IBERVILLE** :—Lortie, failli, 1735.

**IBERVILLE** :—Lortie, insolvent, 1735.

**MONTREAL** :—Payette, junior vs La Compagnie de l'Opéra Comique de Montréal, 1735.

**MONTREAL** :—Payette, junior vs La Compagnie de l'Opéra Comique de Montréal, 1735.

**OTTAWA** :—Ellard vs Brennan, 1736 ; Ellard vs Gareau, 1736.

**OTTAWA** :—Ellard vs Brennan, 1736 ; Ellard vs Gareau, 1736.

**QUÉBEC** : Labelle & Payette vs Cie de l'Opéra Comique de Montréal, 1737 ; La city de Québec vs Dme Smith, 1737 ; La cité de Québec vs Guay, 1737 ; La cité de Québec vs Martineau, 1737 ; La cité de Québec vs Rousseau, 1738 ; La cité de Québec vs Santerre, 1737 ; Larue vs Dme Crawford et vir, 1737.

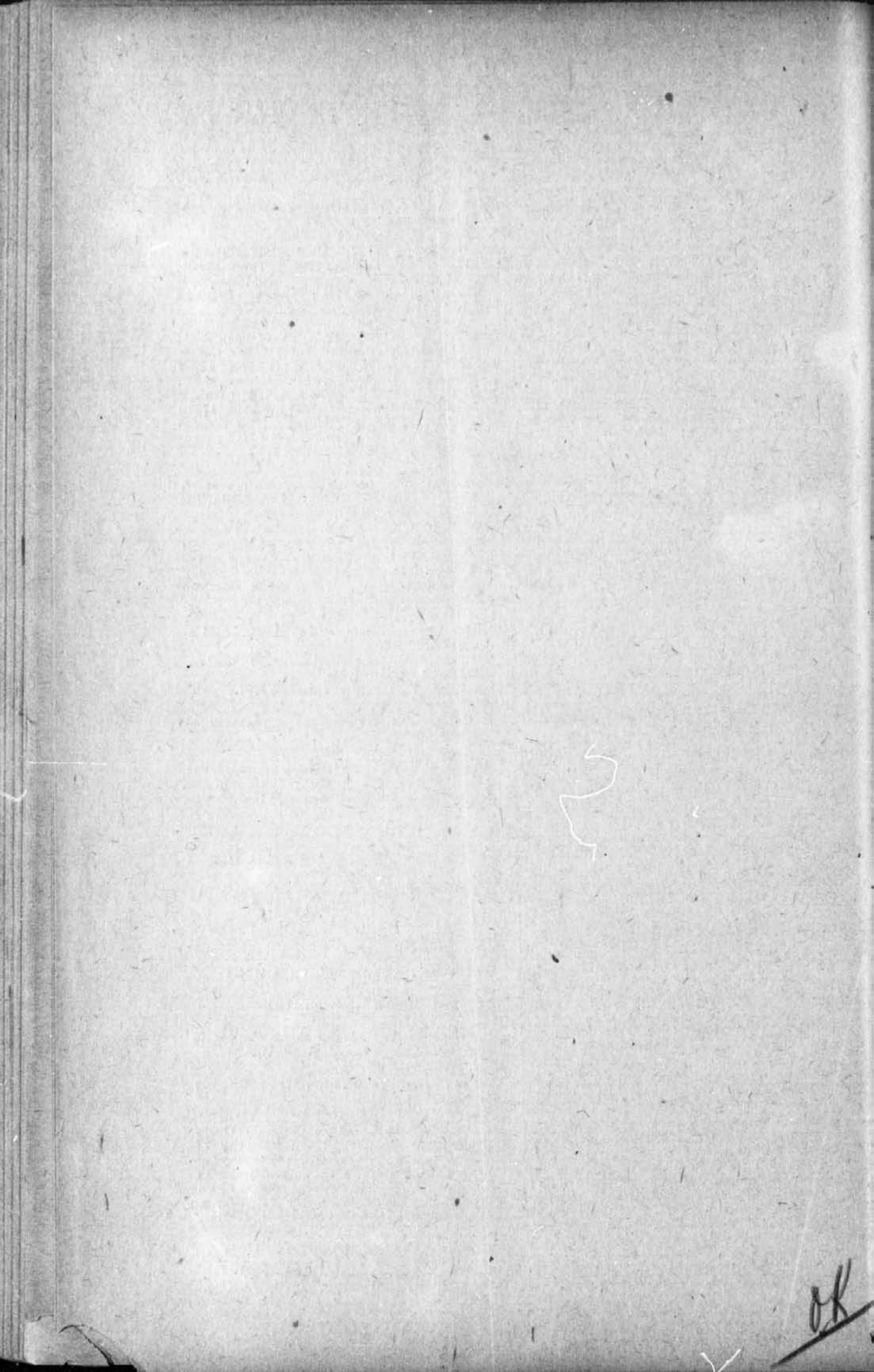
**QUÉBEC** :—Labelle & Payette vs Cie de l'Opéra Comique de Montréal, 1737 ; The city of Quebec vs Dme Smith, 1737 ; The city of Quebec vs Guay, 1737 ; The city of Quebec vs Martineau, 1737 ; The city of Quebec vs Rousseau, 1738 ; The city of Quebec vs Santerre, 1737 ; Larue vs Dme Crawford et vir, 1737.

**RICHELIEU** :—Fee et al vs Labranche, 1738.

**RICHELIEU** :—Fee et al vs Labranche, 1738.

**QUÉBEC** :—Imprimée par CHARLES PAGEAU, Imprimeur de Sa Très Excellente Majesté le R. i.

**QUÉBEC** :—Printed by CHARLES PAGEAU, Printer to His Most Excellent Majesty the King.



OK